

Lénine

Notes d'un publiciste

Conforme au texte publié le 6 (19) mars 1910 et le 25 mai (7 juin) dans les numéros 1 & 2 de la « *Feuille de discussion* » du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie.

Table des matières

I.	La « plate-forme » des partisans et défenseurs de l'otzovisme.....	3
II.	La « crise d'unification » à l'intérieur de notre parti	8
1.	Deux points de vue sur l'unification	9
2.	La « lutte sur deux fronts » et la manière de surmonter les déviations	12
3.	Les conditions de l'unification et la diplomatie de cénacle	14
4.	Sur le paragraphe I° de la résolution relative à la situation dans le Parti	17
5.	La signification des résolutions de décembre (1908) et l'attitude des liquidateurs envers elles	20
6.	Le groupe des indépendants-légalistes	23
7.	Le menchévisme pro-parti et son analyse.....	28
8.	Conclusion. La plate-forme des bolchéviks.....	31
P. Broué :	Le Parti Bolchévique (extraits).....	33

I. La « plate-forme » des partisans et défenseurs de l'otzovisme

Récemment a été publiée à Paris, aux éditions du groupe *Vpériod*¹, une brochure intitulée : « La situation actuelle et les tâches du parti. Plate-forme élaborée par un groupe de bolcheviks. » Il s'agit de ce groupe même de bolcheviks dont la constitution en fraction nouvelle avait été annoncée, au printemps dernier, par la rédaction élargie du *Prolétari*². Et voici que ce groupe, qui se compose (ainsi qu'il nous l'indique) de « 15 membres du parti : 7 ouvriers et 8 intellectuels », tente d'exposer de façon complète, systématique et positive sa « plate-forme » particulière. Le texte de ce programme présente les traces évidentes d'une mise au point collective, prudente et soigneuse, destinée à adoucir les aspérités, à arrondir les angles, à souligner non pas les points sur lesquels le groupe se sépare du parti, mais ceux sur lesquels il s'en rapproche. Cette nouvelle plate-forme, exposé officiel des conceptions d'une tendance connue, nous en devient d'autant plus précieuse. Le groupe des bolcheviks expose d'abord comment il « comprend la situation historique actuelle de notre pays » (§ I, pp.3-13), ensuite, comment il « comprend le bolchevisme » (§ II, pp.13-17). En fait, il comprend mal les deux points.

Considérons la première question. Le point de vue bolchévique (et celui du parti) a été exposé dans la résolution sur le moment présent prise à la Conférence de décembre 1908. Les auteurs de la nouvelle plate-forme partagent-ils les vues exprimées dans cette résolution ? Si oui, pourquoi ne pas le dire franchement ? Pourquoi constituer une plate-forme à part, exposer sa « conception » particulière du moment ? Dans le cas contraire, pourquoi, encore une fois, ne pas dire clairement en quoi le nouveau groupe s'oppose aux conceptions du parti ?

Le fait est que ce nouveau groupe ne sait pas très bien lui-même quel est le sens de cette résolution. Inconsciemment (ou à demi), il incline vers les conceptions otzovistes³, incompatibles avec elle. Dans sa brochure, le nouveau groupe offre, sous une forme vulgarisée, un commentaire des points de la résolution, mais d'une partie d'entre eux seulement, sans comprendre (ou peut-être même sans remarquer) l'importance des autres. Les facteurs fondamentaux qui ont provoqué la révolution de 1905 continuent à jouer, déclare la résolution. Une nouvelle crise révolutionnaire se prépare (point f). La lutte continue d'avoir pour but l'abolition du tsarisme et l'instauration de la république; le prolétariat doit jouer un rôle de « direction » dans cette lutte et s'efforcer de « conquérir le pouvoir politique » (points e et 1). Les conditions du marché mondial et de la politique mondiale rendent « la situation internationale de plus en plus révolutionnaire » (point g). Voilà *quels sont* les points que la nouvelle plate-forme vulgarise, et *dans cette mesure* elle marche main dans la main avec les bolcheviks et le parti, *dans cette mesure*, elle expose des conceptions correctes et accomplit un travail utile.

Mais le malheur, c'est qu'on doive précisément souligner « *dans cette mesure* ». Le malheur est que le nouveau groupe *ne comprend pas les autres* points de cette résolution, ne comprend pas leurs liens avec le reste, ne comprend pas, en particulier, leurs *liens* avec l'attitude intransigeante vis-à-vis de l'otzovisme, qui est propre aux bolcheviks mais ne l'est pas au groupe dont nous parlons.

La révolution est de nouveau inévitable. La révolution doit de nouveau s'en prendre à l'autocratie et la renverser, disent les auteurs de la nouvelle plate-forme. C'est juste. Mais ce n'est pas là tout ce que le révolutionnaire social-démocrate *d'aujourd'hui* doit savoir et se rappeler. Il doit être capable de comprendre que cette révolution vient à nous d'une manière neuve, que nous devons aller à elle d'une manière neuve (autrement que par le passé; pas simplement comme par le passé; pas seulement avec les mêmes armes et les mêmes moyens de combat que dans le passé); que l'autocratie elle-même n'est plus ce qu'elle était auparavant. C'est cela que les défenseurs de l'otzovisme ne veulent pas voir ! Ils s'obstinent dans leur exclusivisme, et *par cela même*, malgré leurs aspirations, malgré leur conscience, *ils rendent service* aux opportunistes et aux liquidateurs, l'exclusivisme dont ils font preuve de leur côté sert de soutien à l'exclusivisme du côté opposé.

L'autocratie est entrée dans une *nouvelle* phase de son histoire. Elle marche dans la voie qui doit l'amener à se transformer en une monarchie bourgeoise. La III^e Douma représente une union avec des classes déterminées. Bien loin d'être une institution de circonstance, elle est une pièce nécessaire dans le mécanisme de cette nouvelle monarchie. La nouvelle politique agraire de l'autocratie n'est pas, non plus, un fait accidentel, mais bien un élément nécessaire, quelque chose dont la bourgeoisie ne peut se passer, un chaînon indispensable sous cette forme bourgeoise à la politique du nouveau tsarisme. Nous sommes en face d'une période historique *originale*, qui présente des conditions *originales* propres à l'éclosion d'une nouvelle révolution. Impossible de dominer cette originalité, impossible de se préparer à cette nouvelle révolution, si on se contente d'agir comme par le passé, si on ne sait pas tirer parti de la tribune de la Douma, etc.

C'est ce que les otzovistes ne peuvent comprendre. Les défenseurs de l'otzovisme, qui le baptisent « nuance légale » (p.28 de la brochure en question), n'ont pu, jusqu'à présent, comprendre *les liens* qui rattachent cette idée *à tout un ensemble d'idées*, à la reconnaissance de l'originalité du moment présent, à la tendance de *tenir compte* de cette originalité dans la tactique ! Ils répètent que nous sommes en train de vivre une « période inter-révolutionnaire » (p.29), que la situation actuelle représente une transition entre deux vagues de la révolution démocratique » (p.32); quant à ce qu'il y a d'original dans cette « transition », ils ne sont pas en état de le comprendre. Or, si l'on n'a pas compris le sens de cette transition, il est impossible de la vivre avec profit pour la révolution, impossible de se préparer à la révolution nouvelle, impossible de passer à la seconde vague ! Car la

¹ Le groupe *Vpériod* (En avant), dirigé par Bogdanov et Alexinski regroupait les bolchéviques opposés à Lénine (otzovistes, etc.).

² *Proletari* (Le Prolétaire) : hebdomadaire bolchévique illégal, en fait leur organe central, publié d'août 1906 à novembre 1909.

³ Otzovisme : courant bolchévique dirigé par A. Bogdanov. Se prononçaient pour un travail exclusivement illégal, le boycott de la III^e Douma, etc. Se décompose à partir de 1913 pour se dissoudre définitivement en 1917.

préparation à la nouvelle révolution ne saurait seulement consister à répéter que cette révolution est inévitable; cette préparation doit consister dans la mise sur pied d'une propagande, d'une agitation et d'une organisation qui tiendrait compte de *l'originalité de cette période de transition*.

Voici un exemple de la façon dont les gens parlent de situation *transitoire*, sans comprendre en quoi consiste la *transition*. « Qu'il n'existe en Russie aucune constitution réelle, mais seulement un semblant de constitution, incarné dans une Douma sans pouvoir ni signification réels, voilà un fait que non seulement les masses connaissent par expérience, mais qui, à l'heure actuelle, est devenu pour le monde entier une vérité évidente » (p.11). Rapprochons de ce qui précède l'appréciation que formule la résolution de décembre à propos de la III^e Douma : « Le coup d'État du 3 juin et l'institution de la III^e Douma ont consolidé et rendu évidente l'alliance conclue par le tsarisme avec les propriétaires Cent-Noirs⁴ et la haute bourgeoisie du commerce et de l'industrie. »

N'est-ce pas une « vérité évidente pour le monde entier » que les auteurs de la plate-forme n'ont pas compris en fin de compte le sens de la résolution, bien qu'ils l'aient durant toute une année entière mâchée et remâchée de mille manières, dans la presse du parti ? Et s'ils ne l'ont pas comprise, ce n'est par manque d'intelligence, mais en vertu de la pression exercée sur eux par l'otzovisme et l'ensemble d'idées qui s'y rattachent.

Notre III^e Douma est une assemblée de Cent-Noirs et d'octobristes⁵. Prétendre (comme les auteurs de la plate-forme) que ces éléments n'ont en Russie « ni pouvoir ni signification », c'est énoncer une absurdité. L'absence d'une « constitution réelle », la conservation intégrale du pouvoir par l'autocratie n'excluent absolument pas l'existence d'une situation historique originale, telle que cette autorité se voit astreinte à mettre sur pied, à l'échelon national, une alliance contre-révolutionnaire de certaines classes et cela, dans des institutions publiques ayant une signification étatique, cependant que certaines classes constituent elles-mêmes, par en bas, des alliances contre-révolutionnaires en vue de porter secours au tsarisme. Si « l'alliance » contractée entre le tsarisme et lesdites classes (alliance qui s'efforce de conserver aux propriétaires fonciers ultra-réactionnaires leurs pouvoirs et leurs revenus) représente une forme particulière de la domination exercée par ces classes, ainsi que par le tsar et sa clique, dans la présente période *transitoire*, une forme engendrée par l'évolution bourgeoise du pays, à la suite de l'échec de la « première vague révolutionnaire », - alors, il *ne peut même être question* de mettre à profit cette période de transition sans avoir recours à la tribune de la Douma. En pareil cas, la tactique originale qui consiste à utiliser cette tribune (du haut de laquelle les contre-révolutionnaires prennent la parole) *en vue* de préparer la révolution apparaît comme une *obligation* dictée par le caractère original de *l'ensemble* de la situation historique. Si la Douma n'est qu'un « semblant » de constitution, sans « pouvoir ni signification réels », alors nous ne sommes pas en présence d'une *nouvelle* étape du développement de la Russie bourgeoise, de la monarchie bourgeoise, du développement de la forme de domination des classes supérieures, etc. Alors, bien entendu, ce sont les otzovistes qui ont raison *en principe* !

Et n'allez pas croire que la phrase de la plate-forme dont nous venons de faire état soit un lapsus. Dans un chapitre spécial « Sur la Douma d'État » (pp.25-28) on peut lire dès le début : « Toutes les Doumas d'État ont été, jusqu'à présent, des institutions dépourvues de force et de pouvoir réels et qui ne constituaient pas une expression exacte du rapport des forces existant dans le pays. Le gouvernement a réuni ces assemblées sous la pression du mouvement populaire, afin, d'une part, de détourner les masses en effervescence des méthodes de lutte directe vers la voie électorale pacifique, et, d'autre part, afin de s'entendre, à l'intérieur de ces Doumas, avec les groupes sociaux susceptibles d'épauler le gouvernement dans sa lutte contre la révolution... » C'est là un écheveau d'idées embrouillées ou fragmentaires. Si le gouvernement a convoqué les Doumas afin de s'entendre avec les éléments contre-révolutionnaires, il en découle justement que la I^e et la II^e Douma *n'avaient* « ni force ni pouvoir » (pour soutenir la révolution), alors que la III^e, au contraire, *en a eu et continue d'en avoir* (pour soutenir la contre-révolution). Les révolutionnaires avaient la possibilité (et même, dans certains cas, le devoir) de ne point participer à une institution qui n'était d'aucun secours pour la révolution. C'est là une chose incontestable. En associant pareilles institutions de la période révolutionnaire avec la Douma de la « période inter-révolutionnaire », qui est de force à aider la contre-révolution, les auteurs de la plate-forme commettent une erreur monstrueuse. Ils appliquent des raisonnements bolchéviques corrects à des cas dans lesquels ces raisonnements ne peuvent justement pas être appliqués ! C'est là à proprement parler une caricature du bolchevisme.

Résumant leur manière de « comprendre » le bolchevisme, les auteurs de la plate-forme ont même élaboré un point particulier, le point *d* (p.16), dans lequel le révolutionnarisme « caricatural » trouve une expression pour ainsi dire classique. Voici ce point sous sa forme intégrale :

« *d) Avant l'achèvement de la révolution, tous les procédés et les moyens de lutte légaux et semi-légaux employés par la classe ouvrière, y compris la participation à la Douma d'État, ne peuvent avoir par eux-mêmes d'importance décisive, mais ne servent qu'à rassembler et préparer des forces en vue de l'action révolutionnaire directe des masses.* »

Il en résulte qu'après « l'achèvement de la révolution », les méthodes de lutte légales, « y compris » le parlementarisme, pourront avoir par eux-mêmes une importance décisive !

C'est faux. Même alors elles ne le pourront pas. La plate-forme du groupe « *Vpériod* » contient une absurdité.

⁴ Bandes monarchistes ultras, responsables de crimes multiples, pogromes, etc.

⁵ *Octobristes* : membres de l'« Union du 17 octobre », en référence à un manifeste du tsar du 17/10/1905. Défendait les intérêts de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers.

Continuons. A en croire la plate-forme « avant l'achèvement de la révolution », tous les procédés de lutte, à l'exception des moyens légaux et semi-légaux, c'est-à-dire *tous* les moyens illégaux de lutte *peuvent* avoir par eux-mêmes une importance décisive !

C'est faux. Il existe des moyens de lutte illégaux qui, même après « l'achèvement de la révolution » (les cercles illégaux de propagande par exemple) et aussi « avant l'achèvement de la révolution » (soustraire de l'argent à l'ennemi, libérer de force des détenus, assassiner des espions, etc.) « ne peuvent avoir par eux-mêmes d'importance décisive, mais *ne* servent qu'à », etc., comme dans le texte de la « plate-forme ».

Continuons. De quel « achèvement de la révolution » s'agit-il ? Selon toute évidence, il *ne* s'agit pas de l'achèvement de la révolution socialiste, car alors il n'y aura plus de lutte de la classe ouvrière, puisqu'il n'existera plus de classes du tout. Par conséquent, ce qui est en cause, c'est l'achèvement de la révolution *bourgeoise démocratique*. Voyons maintenant la manière dont les auteurs de la plate-forme ont « compris » l'achèvement de la révolution bourgeoise démocratique.

D'un point de vue général, l'expression en question peut recouvrir deux choses. Si on l'emploie dans un sens large, on a alors en vue la solution des tâches historiques objectives de la révolution bourgeoise, son « achèvement », c'est-à-dire la disparition du substrat même capable de donner naissance à une révolution bourgeoise, l'achèvement du *cycle complet* des révolutions bourgeoises. En ce sens, qu'en France, la révolution bourgeoise démocratique n'a été *achevée* qu'en 1871 (alors qu'elle avait commencé en 1789). Si au contraire, on utilise l'expression dans un sens étroit, on a en vue une révolution particulière, une des révolutions bourgeoises, une des « vagues », si l'on veut, qui monte à l'assaut du vieux régime, mais sans le renverser entièrement, sans supprimer le substrat propice aux révolutions bourgeoises à venir. En ce sens, la révolution de 1848 en Allemagne a été « achevée » en 1850 ou dans les années 50, sans nullement supprimer le substrat propice à la montée révolutionnaire des années 60. La Révolution, française de 1789 a été « achevée », disons, en 1794, mais sans supprimer aucunement le substrat propice aux révolutions de 1830 et de 1848.

Quel que soit le sens - large ou étroit - qu'on s'efforce de donner à l'expression de la plate-forme « avant l'achèvement de la révolution », on s'aperçoit dans tous les cas qu'elle ne veut rien dire. Inutile de préciser qu'il serait, parfaitement absurde de vouloir donner une définition de la tactique de la social-démocratie révolutionnaire, *avant* l'achèvement de toute la période des révolutions bourgeoises possibles en Russie. Quant à la « vague » révolutionnaire des années 1905-1907, c'est-à-dire la première révolution bourgeoise de Russie, la plate-forme elle-même est obligée d'admettre que « la première vague révolutionnaire a été vaincue par elle (par l'autocratie) » (p.12) et que nous sommes en train de vivre une période « inter-révolutionnaire », située « entre deux vagues de la révolution démocratique ».

Où donc chercher l'origine de cette confusion sans bornes et sans issue que nous offre la « plate-forme » ? Mais dans ce fait, précisément, que la plate-forme, qui prend avec diplomatie ses distances à l'égard de l'otzovisme, reste enfermée dans le cercle des idées de l'otzovisme, ne corrige pas son erreur fondamentale et même ne la remarque pas. Mais dans ce fait que les adeptes de « *Vpériod* » considèrent l'otzovisme comme une « nuance légale », *c'est-à-dire* que la nuance otzoviste du bolchévisme caricatural est pour eux une loi, un modèle, un modèle inégalé. Quiconque a posé le pied sur cette pente glisse et continuera à glisser irrésistiblement dans le marécage d'une inextricable confusion; celui-là ne fait que *répéter* des formules et des slogans, sans être capable d'en *discerner* les conditions d'application et les limites.

Pour quelle raison, par exemple, les bolcheviks, au cours des années 1906-1907, ont-ils si fréquemment opposé aux opportunistes le mot d'ordre : la révolution n'est pas terminée ? C'est parce que les conditions objectives étaient telles qu'il ne pouvait être question d'un achèvement de la révolution au sens étroit du terme. Considérons ne serait-ce que la période de la II^e Douma. Le parlement le plus révolutionnaire du monde et le gouvernement autocratique le plus réactionnaire ou presque. Pour sortir de cette impasse, il n'y avait pas d'autre issue directe qu'un coup d'État, en haut, ou une insurrection en bas. Nos subtils pédants peuvent maintenant hocher la tête, nul n'aurait pu jurer avant le coup d'État que le gouvernement réussirait, qu'il s'en tirerait sans encombre, que Nicolas II ne se romprait pas le cou. Le mot d'ordre : « la révolution n'est pas terminée » avait la signification la plus vivante, la plus immédiatement importante, la plus tangible du point de vue pratique : lui *seul* donnait une expression exacte de la réalité, lui seul montrait où conduit la logique objective des événements. Or, actuellement, alors que les otzovistes eux-mêmes admettent le caractère « inter-révolutionnaire » de la période actuelle, n'est-ce pas faire preuve d'une inextricable confusion que d'essayer de présenter l'otzovisme comme une « nuance légale de l'aile révolutionnaire » « avant l'achèvement de la révolution » ?

Si l'on veut se dégager de ce cercle de contradictions, il ne faut pas faire de diplomatie avec l'otzovisme mais supprimer sa base idéologique; il faut adopter le point de vue de la résolution de décembre et l'examiner de fond en comble. La période inter-révolutionnaire que nous vivons actuellement n'est pas le fait du hasard. On ne peut plus douter, maintenant, que nous soyons en présence d'une étape particulière du développement de l'autocratie, du développement de la monarchie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois et Cent-Noirs, de la politique bourgeoise du tsarisme dans les campagnes, toutes choses soutenues par la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Il est hors de doute que la période actuelle est bien une période de *transition* « entre deux vagues de la révolution »; mais pour se préparer à la seconde révolution, il est nécessaire, précisément, de bien comprendre ce qui fait l'originalité de cette période de transition, il est nécessaire de savoir adapter sa tactique, son organisation à cette transition pénible, sombre, difficile, mais qui nous est imposée par le déroulement de la « campagne ». L'utilisation de la tribune de la Douma, comme des autres possibilités légales, fait partie des procédés de lutte tout ce qu'il y a de plus ordinaires et qui n'ont rien de bien « sensationnel ». Mais la période transitoire est transitoire justement parce que sa tâche spécifique consiste à préparer et rassembler les *forces* nécessaires et pas à les mettre en œuvre de façon directe et décisive. Savoir mettre sur pied cette activité de terne apparence, savoir utiliser à cette fin toutes les institutions semi-légales qui sont le propre de l'époque de la Douma des Cent-Noirs et des octobristes, savoir sauvegarder, *même sur ce terrain*, toutes les traditions de la social-démocratie révolutionnaire, tous les mots d'ordre de son proche passé héroïque que, tout l'esprit de son

œuvre toute son intransigeance vis-à-vis de l'opportunisme et du réformisme - voilà en quoi consiste *la tâche du parti*, la tâche de l'instant présent.

Nous venons d'analyser la première déviation de la nouvelle plate-forme par rapport à la tactique préconisée par la résolution de la Conférence de décembre 1908. Nous avons constaté que cette déviation s'est produite à l'avantage des idées otzovistes, c'est-à-dire d'idées qui n'ont rien de commun ni avec l'analyse marxiste du moment que nous traversons, ni avec les prémisses fondamentales de la tactique des social-démocrates révolutionnaires en général. Il nous faut maintenant examiner un deuxième trait original de la nouvelle plate-forme.

Voici ce dont il s'agit : le nouveau groupe propose comme tâche « de créer » et « de diffuser dans les masses » une « nouvelle » culture, une culture « prolétarienne » ; il faut, dit la plate-forme, « développer une science prolétarienne, renforcer les relations authentiquement fraternelles dans le milieu prolétarien, élaborer une philosophie prolétarienne, donner à l'art une orientation conforme aux aspirations et à l'expérience des prolétaires » (p.17).

Voilà un spécimen de la naïve diplomatie dont on se sert dans la plate-forme pour dissimuler le fond des choses ! Franchement, n'y a-t-il pas quelque naïveté à caser *entre* « science » et « philosophie » le « renforcement de relations authentiquement fraternelles » ? Ce que le nouveau groupe inclut dans sa *plate-forme*, ce sont les prétendues *offenses* dont il a fait l'objet, ce sont les accusations qu'il porte contre les autres groupes (à savoir, au premier chef, les bolcheviks orthodoxes) d'avoir dérogé aux dites « relations authentiquement fraternelles ». C'est là le contenu *véritable* de ce divertissant paragraphe.

La « science prolétarienne », également, fait ici « triste et étrange figure ». Premièrement, nous ne connaissons actuellement qu'une seule science prolétarienne : le marxisme. Pour je ne sais quelle raison, les auteurs de la plateforme évitent systématiquement ce terme, pourtant le seul exact, et le remplacent chaque fois par l'expression : « socialisme scientifique » (pp.13, 15, 16, 20, 21). Or, on sait que chez nous, en Russie, cette expression est revendiquée aussi bien par des adversaires déclarés du marxisme. Deuxièmement, si l'on veut inclure dans la plate-forme la tâche du développement d'une « science prolétarienne », il y a lieu d'indiquer clairement alors qu'elle est la lutte idéologique et théorique de notre époque à laquelle on fait allusion et de quel côté exactement se rangent les auteurs de la plate-forme. Garder le silence sur ce point est une naïve rouerie car tous ceux qui connaissent la littérature social-démocrate des années 1908-1909 savent parfaitement *de quoi il retourne*. À notre époque, dans le domaine de la Science, de la philosophie, de l'art, la lutte des marxistes et des adeptes de Mach a passé au premier plan. Il est pour le moins ridicule de fermer les yeux sur ce fait bien connu. Il convient d'élaborer des « plates-formes » non pour atténuer les désaccords, mais pour les éclaircir.

Nos auteurs se démasquent eux-mêmes avec maladresse à l'endroit cité de la plate-forme. On sait *qu'en réalité* l'expression « philosophie prolétarienne » désigne le *machisme*, et tout social-démocrate sensé identifiera immédiatement ce « nouveau » pseudonyme. Il ne servait à rien d'inventer ce pseudonyme. Il ne sert à rien de se dissimuler derrière lui. En fait, le noyau littéraire le plus influent du nouveau groupe est machiste, et il considère toute philosophie non machiste comme non « prolétarienne ».

Voici ce qu'il aurait fallu dire, si on désirait aborder le sujet dans la plate-forme : le nouveau groupe réunit des personnes qui lutteront contre les théories non « prolétariennes », c'est-à-dire non machistes, dans les domaines de l'art ou de la philosophie. Ça aurait été la prise de position franche, honnête, directe d'une tendance *idéologique* connue de tous, ça aurait été là une déclaration de guerre aux autres courants. Si l'on estime que la lutte idéologique représente quelque chose d'important pour le parti, il convient de déclarer ouvertement la guerre, et non pas de se cacher.

Quant, à nous, nous appellerons tout le monde à donner une réponse définie et claire à ce camouflage de la lutte philosophique contre le marxisme qu'on trouve dans la plate-forme. *En fait*, c'est précisément *la lutte contre le marxisme* que recouvrent toutes les phrases sur la « culture prolétarienne ». « L'originalité » du nouveau groupe, c'est d'avoir introduit *la philosophie* dans la plate-forme du parti, sans dire ouvertement quelle tendance *précisément* il défend dans la philosophie.

D'ailleurs, il ne serait pas juste de dire que le contenu réel des mots cités de la plate-forme est entièrement négatif. Ils recouvrent un certain contenu positif. Lequel peut s'exprimer en un mot : M. Gorki.

En effet, il est inutile de cacher le fait auquel la presse bourgeoise a déjà donné une large publicité (en le dénaturant et en l'arrangeant à sa manière), à savoir que M. Gorki est un partisan du nouveau groupe. Or Gorki est incontestablement l'un des plus grands représentants de l'art *prolétarien*, il a fait beaucoup pour ce dernier et il peut faire encore davantage. Toute fraction du parti social-démocrate a le droit légitime d'être fière de l'adhésion de Gorki, mais faire figurer pour cette raison l'« art prolétarien » dans la *plate-forme*, c'est délivrer à cette plate-forme un certificat d'indigence, c'est ramener son groupe à un *cercle* de littérateurs, qui révèle précisément sa propre tendance à « l'autoritarisme »... Les auteurs de la plate-forme parlent beaucoup contre la reconnaissance des autorités, sans expliquer directement ce dont il s'agit. Il s'agit de ce que la défense du matérialisme dans la philosophie et la lutte contre l'otzovisme chez les bolcheviks leur apparaissent comme une entreprise de certaines « autorités » (fine allusion à un fait bien gros !), auxquelles les ennemis du machisme, voyez-vous, « croient aveuglément ». De pareilles sorties sont évidemment tout à fait puériles. Mais les gens de « *Vpériod* » précisément se conduisent bien mal à l'égard des autorités. Gorki est une autorité en matière d'art prolétarien, cela est incontestable. S'efforcer d'« utiliser » (au sens idéologique, bien entendu) *cette* autorité pour renforcer le machisme et l'otzovisme, c'est donner un *modèle* de l'usage qu'il ne faut pas faire des *autorités*.

En matière d'art prolétarien, M. Gorki représente un immense *appoint*, malgré sa sympathie pour le machisme et l'otzovisme. En matière de développement du mouvement social-démocrate prolétarien, la *plate-forme*, qui isole au sein du parti le groupe des otzovistes et des machistes, en assignant comme tâche spéciale à ce groupe le développement d'un art

prétendu « prolétarien », est un *handicap*, car cette plate-forme veut consolider et utiliser ce qui précisément, dans l'activité d'une haute autorité, constitue son côté faible, ce qui figure en tant que quantité négative dans le total des services immenses rendus par elle au prolétariat.

II. La « crise d'unification » à l'intérieur de notre parti

Certains lecteurs, en voyant ce titre, auront peut-être quelque peine à en croire leurs yeux. « Il ne manquait plus que cela ! Tout ce que notre parti a connu comme crise ne suffit pas, sans doute : en voilà encore une nouvelle, une crise d'unification ? »

Cette expression de consonnance si bizarre, je l'ai empruntée à Liebknecht. Celui-ci l'a employée, en 1875, dans une lettre (en date du 21 avril) à Engels – à propos de l'unification des lassaliens et des eisenachiens. A l'époque Marx et Engels supposaient qu'il ne pouvait rien résulter de bon de cette initiative⁶. Liebknecht dissipait leurs craintes et les assurait que le parti social-démocrate allemand, qui avait réussi à surmonter bien des épreuves, viendrait également à bout de cette « crise d'unification ». (cf. Gustav Mayer, « Johann Baptist Von Schweitzer und die Sozialdemokratie », Léna, 1909, S. 424).

Il ne fait pas le moindre doute que notre parti, le P.O.S.D.R., arrivera à surmonter, lui aussi, sa crise d'unification. Quant à la réalité de cette crise, elle est évidente pour quiconque est au courant des décisions prises par la séance plénière du Comité central et des événements qui ont suivi ce plénum⁷. A en juger d'après les résolutions, il semblerait que l'unification soit totale et parfaitement achevée. A en juger d'après la situation en ce début de mai 1910, d'après la lutte décisive de l'Organe central⁸ contre le *Goloss Sotsial-Démokrata*⁹ publié par les liquidateurs, d'après la polémique qui a éclaté entre Plékhanov et autres mencheviks pro-parti et les partisans du *Goloss*, d'après les attaques ultra-injurieuses du groupe « *Vpériod* » contre l'Organe central (cf. la feuille que le groupe vient de faire paraître : « Aux camarades bolcheviks »), - à en juger d'après tout cela, l'observateur étranger pourrait aisément croire que toute unification quelle qu'elle soit, n'est que mirage.

Les adversaires directs du parti jubilent. Les gens du groupe « *Vpériod* », couverture et soutien de l'otzovisme, se répandent en torrents d'imprécations. Plus furieuses encore sont les invectives des chefs des liquidateurs - Axelrod, Martynov, Martov, Potressov et autres -, dans le « Complément indispensable aux *Cahiers* de Plékhanov¹⁰ ». Quant aux « conciliateurs », ils lèvent les bras au ciel, se lamentent et expriment leur impuissance (cf. la résolution adoptée le 17 avril 1910 par le « Club social-démocrate pro-parti de Vienne », dont le point de vue est celui de Trotsky).

Mais la question essentielle et fondamentale *des causes* qui font que l'unification du parti se passe de cette manière et non d'une autre, qui font que l'unité (apparemment) totale observée au plénum ait cédé la place à une désunion (apparemment) totale; mais la question de savoir dans quel sens *doit* s'orienter ultérieurement le développement du parti, en vertu du « rapport des forces » à l'intérieur et à l'extérieur de ce dernier, - toutes ces questions fondamentales sont laissées sans réponse aussi bien par les liquidateurs (du *Goloss*) que par les otzovistes du groupe « *Vpériod* » et les conciliateurs (Trotsky et « les Viennois »).

Injures et mots creux ne font pas une réponse.

⁶ Cf. Lettre de Engels à A. Bebel, 18-28/03/1875 et celle de Marx à W. Bracke, 15/05/1875.

⁷ Il s'agit du plénum du Comité Central du P.O.S.D.R. tenu du 15 janvier au 5 février 1910 à Paris. Cette réunion avait abouti à la réunification provisoire du Parti. Les bolchéviques restaient néanmoins organisés en fraction.

⁸ L'Organe central du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie, *le Social-Démocrate*. Il parût de février 1908 à janvier 1917. Les mencheviks Martov et Dan participèrent à sa rédaction jusqu'en 1911.

⁹ *Goloss Sotsial-Demokrata* (La voix du Social-Démocrate) : organe menchevik publié hors de Russie de février 1908 et décembre 1911. Prit la défense de la fraction « liquidatrice », ce qui amena G. Plekhanov à quitter sa rédaction.

¹⁰ Ce document, rédigé par les mencheviks liquidateurs et publié en avril 1910, était centrée contre Plékhanov, qui avait rompu avec eux.

1. Deux points de vue sur l'unification

Liquidateurs et otzovistes, avec une touchante unanimité tacent vertement les bolcheviks (ainsi que Plékhanov, pour ce qui est des liquidateurs). On incrimine les bolcheviks, le Centre bolchévique, les « façons » individualistes » de Lénine et de Plékhanov » (p.15 du « Complément indispensable »), on accuse le « groupe irresponsable » des « anciens membres du Centre bolchévique » (cf. la feuille du groupe « *Vpériod* »). A cet égard, liquidateurs, et otzovistes font preuve d'une solidarité parfaite; leur *bloc* contre le bolchevisme orthodoxe (un bloc qui a laissé *plus d'une fois* sa marque sur la lutte au plénum, ainsi qu'on le verra ci-dessous), leur bloc représente un fait indubitable; les représentants des deux tendances extrêmes, également antiparti et également soumises aux idées bourgeoises, se révèlent parfaitement d'accord dans leur politique au sein du parti, dans leur lutte contre les bolcheviks, et dans leur manière de proclamer « bolchévique » l'Organe central. Mais les injures les plus violentes d'Axelrod et d'Alexinski ne font que dissimuler leur complète incompréhension du sens et de l'importance de l'unification du parti. La résolution de Trotsky (des Viennois) ne se distingue qu'extérieurement des « effusions » d'Axelrod et d'Alexinski. Elle est composée avec beaucoup de « prudence » et prétend à une équité « supra-fractionnelle ». Mais son contenu ? Eh bien ! c'est les « chefs bolchéviques » qui sont coupables de tout, - autrement dit, même « philosophie de l'histoire » que celle d'Axelrod et d'Alexinski.

Dès le premier paragraphe de la résolution viennoise, on lit que « les représentants de toutes les fractions et tendances... ont par leur décision » (au plénum) « pris sur eux, en connaissance de cause et après mûre réflexion, la responsabilité de faire exécuter les résolutions adoptées, et ceci *dans des conditions déterminées et en collaboration avec des personnes, des groupes et des institutions déterminés* ». Il s'agit des « conflits au sein de l'Organe central ». Qui est « responsable de l'exécution des résolutions » du plénum à l'Organe central ? La réponse est claire : c'est la majorité de l'Organe central, c'est-à-dire les bolcheviks plus les Polonais; ce sont eux qui sont responsables de l'exécution des résolutions du plénum « en collaboration avec des personnes déterminées », c'est-à-dire avec les gens du *Goloss* et de « *Vpériod* ».

Que déclare la résolution principale du plénum dans celle de ses parties qui est consacrée aux problèmes les plus « douloureux » de notre parti, aux problèmes qui étaient les plus litigieux avant le plénum et qui auraient dû devenir les moins litigieux après celui-ci ?

Cette résolution déclare qu'il y a lieu de considérer comme une *manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat*, d'une part, le fait de renier le parti social-démocrate illégal, de rabaisser son rôle et sa signification, etc., d'autre part, de renier le travail social-démocrate à la Douma et l'utilisation des possibilités légales, de méconnaître l'importance de l'une et l'autre forme, etc.

Nous demandons maintenant que veut dire cette résolution :

Veut-elle dire que les gens du *Goloss* devraient renoncer, d'une manière sincère et définitive, à renier le parti illégal, à le rabaisser, etc., devraient reconnaître leur déviation, s'en débarrasser, effectuer un travail positif dans un esprit hostile à cette déviation; que les adeptes de « *Vpériod* » devraient renoncer, d'une manière sincère et définitive, à renier le travail à la Douma et les possibilités légales; que la majorité de l'Organe central devrait, de toutes les manières, inviter les partisans du *Goloss* et de « *Vpériod* » à « collaborer », à la condition qu'ils renoncent, d'une manière sincère, conséquente et définitive, aux « déviations » dont le plénum a donné une description détaillée dans sa résolution ?

Ou bien la résolution veut-elle dire que la majorité de l'Organe central est responsable de l'exécution des résolutions (relatives à l'éviction des déviations liquidatrice et otzoviste) « en collaboration avec *certains* hommes du *Goloss*, qui, comme par le passé, et même plus grossièrement encore, *continuent* de défendre le liquidationnisme, avec certains partisans de « *Vpériod* » qui, comme par le passé, et même plus grossièrement encore, continuent à défendre la légalité de l'otzovisme, de l'ultimisme¹¹, etc. ?

Il suffit de poser la question pour se rendre compte combien sont creuses les phrases de la résolution de Trotsky combien elles contribuent *en fait* à défendre la position d'Axelrod et Cie, d'Alexinski et Cie.

Dès les premières lignes de sa résolution, Trotsky a manifesté un « esprit de conciliation » des plus critiquables, un « esprit de conciliation » entre guillemets, un esprit de conciliation du groupuscule, du petit-bourgeois, celui qui tient compte de « personnes déterminées », et non d'une ligne, d'un esprit, d'un contenu idéologique et politique déterminés du travail du parti.

C'est justement l'abîme qui sépare l'« esprit de conciliation » de Trotsky et Cie, qui, en fait, rend un fier service aux liquidateurs et otzovistes ! et, pour cette raison, constitue pour le parti un mal d'autant plus pernicieux qu'il se cache, avec ruse, avec de belles phrases derrière des déclarations prétendument pro-parti et antifractionnistes - l'abîme qui sépare l'« esprit de conciliation » de Trotsky et Cie et l'esprit de parti véritable, qui consiste à purger le parti du liquidationnisme et de l'otzovisme.

Quelle est la tâche du parti, en fin de compte ?

S'agit-il d'avoir des « personnes, groupes et institutions déterminés » à « concilier », indépendamment de leur orientation, du contenu de leur travail, de leur attitude vis-à-vis de l'otzovisme et du liquidationnisme ?

Ou bien s'agit-il d'avoir une ligne du parti, une orientation idéologique et politique et un contenu dans notre travail, s'agit-il d'éliminer de ce travail l'otzovisme et le liquidationnisme, tâche qui doit être accomplie abstraction faite de « personnes, groupes et institutions », malgré l'opposition des « personnes, groupes et institutions » qui ne sont pas d'accord avec la ligne ou ne l'appliquent pas ?

¹¹ *Ultimisme* : courant parmi les bolchéviques préconisant qu'un ultimatum soit lancé à la fraction parlementaire social-démocrate pour qu'elle se soumette au Comité central. En cas de refus, ces députés devaient être rappelés. Lénine considérait que l'ultimisme était un « otzovisme honteux ».

Deux manières de voir sont possibles quant à la signification et aux conditions d'une unification du parti quelle qu'elle soit. Comprendre la différence qui sépare ces deux points de vue est fort important, parce qu'ils s'entrecroisent et se confondent à mesure que se développe notre « crise d'unification », et que si on ne les délimite pas exactement, la crise devient impossible à débrouiller.

L'un de ces deux points de vue sur l'unification place au premier plan la « conciliation » de « personnes, groupes et institutions déterminés ». Leur unité de vue sur le travail du parti, sur la ligne de ce travail devient alors secondaire. Il faut s'efforcer de passer les désaccords sous silence au lieu de mettre en lumière leurs racines, leur portée, les conditions objectives qui les suscitent. « Concilier » personnes et groupes, voilà l'essentiel. S'ils n'arrivent pas à s'entendre pour appliquer une ligne commune, il convient de l'interpréter de telle manière qu'elle devienne acceptable pour tous. Vivez et laissez vivre les autres. Cela, c'est « l'esprit de conciliation » petit-bourgeois, celui qui conduit tout droit à la diplomatie de cénacles. « Etouffer » les causes de désaccord, les passer sous silence, « apaiser » coûte que coûte les « conflits », neutraliser les tendances antagonistes, voilà quel est l'objectif essentiel de l'« esprit de conciliation » en question. Comme la base d'opérations du parti illégal est située à l'étranger, on conçoit que cette diplomatie de cénacles ouvre grande la porte aux « personnes, groupes et institutions » qui jouent le rôle d'« honnêtes courtiers » dans toute sorte de tentatives visant à la « conciliation » et à la « neutralisation ».

A propos d'une tentative semblable effectuée au plénum, voici ce que raconte Martov dans le n°19-20 du *Goloss* :

« Les mencheviks, les « pravdistes » et les bundistes ont proposé de composer l'Organe central de telle manière que les deux courants opposés de la pensée du parti soient « neutralisés » qu'aucun d'entre eux ne soit franchement en majorité et que l'organe du parti soit ainsi contraint d'élaborer à propos de chaque question fondamentale, une ligne moyenne capable de réunir la majorité des militants du parti. »

La proposition menchévique n'a pas abouti, comme on sait. Trotsky, qui avait posé sa candidature à l'Organe central en qualité de *neutralisateur*, a subi un échec. La candidature d'un bundiste à cette même fonction - les mencheviks l'avaient proposée dans leurs discours - ne fut même pas mise aux voix.

Voilà quel a été *en fait* le rôle de ces « conciliateurs » dans le mauvais sens du terme, qui ont rédigé la résolution de Vienne et dont le point de vue se trouve exprimé dans l'article d'Ionov¹² paru dans le n°4 des *Echos du Bund* et que je viens de recevoir à l'instant. Les mencheviks *ne se sont pas risqués* à proposer un Organe central où *leur* tendance aurait eu la majorité, ils ont reconnu cependant, comme on peut le voir dans le raisonnement de Martov que j'ai cité, qu'il existe dans le parti *deux courants opposés*. Les mencheviks n'ont même pas eu l'idée de proposer un Organe central où *leur* tendance aurait la majorité. Ils n'ont même pas essayé d'obtenir un Organe central ayant une tendance déterminée (on a vu au plénum jusqu'où allait cette absence de tendance chez les mencheviks, à qui on demandait seulement, de qui on attendait encore seulement qu'ils renoncent sincèrement et définitivement au liquidationnisme). Les mencheviks souhaitaient la « neutralisation » de l'Organe central et mettaient en avant comme *neutralisateur* un bundiste, ou Trotsky. Ce bundiste ou Trotsky devait jouer le rôle d'une marieuse qui se serait engagée à « unir par les liens du mariage » des personnes, des groupes et des institutions déterminés », sans se préoccuper de savoir si l'une des parties en présence avait renoncé ou non au liquidationnisme.

Ce point de vue de la marieuse constitue toute la « base idéologique » de l'esprit de conciliation de Trotsky et d'Ionov. Lorsqu'ils se répandent en pleurs et lamentations sur l'échec de l'unification, il convient de l'entendre *cum grano salis*. Il faut comprendre par là que la marieuse a échoué. Les espérances « déçues » de Trotsky et d'Ionov quant à une alliance avec « des personnes, des groupes et institutions déterminés », abstraction faite de leur attitude à l'égard du liquidationnisme, ces espérances déçues signifient seulement l'échec des marieuses, la fausseté et la mesquinerie du point de vue de la marieuse, mais absolument pas l'échec de l'unification du parti.

Il existe un deuxième point de vue sur ladite unification. Ce deuxième point de vue est fondé sur le fait qu'il existe toute une série de causes objectives profondes, indépendantes de la nature des « personnes, des groupes et des institutions déterminés » (au plénum ou par le plénum), causes qui, depuis longtemps déjà ont commencé à susciter et continuent à susciter, au sein des deux anciennes, des deux principales fractions russes de la social-démocratie, des changements tels que - parfois contre le gré ou même à l'insu d'une partie des « personnes, des groupes et des institutions déterminés » - se créent les bases idéologiques et organisationnelles de l'unification. Ces conditions objectives tiennent aux particularités de l'époque de développement bourgeois de la Russie que nous sommes en train de vivre, époque de la contre-révolution bourgeoise et des tentatives de l'autocratie pour se réorganiser sur le modèle d'une monarchie bourgeoise. Ces conditions objectives provoquent dans le même temps des changements corrélatifs dans le caractère du mouvement ouvrier, dans la composition, le type et la physionomie de l'avant-garde ouvrière social-démocrate, et des changements dans les tâches idéologiques et politiques du mouvement social-démocrate. C'est pourquoi l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat, créatrice du courant liquidateur (c'est-à-dire un semi-libéralisme qui cherche à se rattacher à la social-démocratie), de l'otzovisme (c'est-à-dire un semi-anarchisme qui cherche à se rattacher à la social-démocratie), est un phénomène qui ne peut être considéré comme un hasard ou comme le fruit de quelque malveillance, sottise ou erreur individuelle, mais représente le résultat inévitable de l'action exercée par ces causes objectives, une superstructure indissociable de la « base », bâtie au-dessus de tout le mouvement ouvrier de la Russie actuelle. La conscience du danger que représentent ces deux déviations, du préjudice qu'elles infligent au mouvement ouvrier, de l'absence de social-démocratie en elles, suscite un rapprochement des éléments des diverses fractions et fraye la voie à une unification du parti « en dépit de tous les obstacles ».

¹² Illya Ionov (1887-1936) : beau-frère de Zinoviev, membre de l'exécutif des Soviets durant la révolution d'octobre puis directeur de la librairie d'Etat (Gosizdat) après 1917.

De ce point de vue, l'unification peut se dérouler lentement, difficilement, avec des hésitations, des flottements, des retours en arrière, mais elle ne peut pas ne pas progresser. De ce point de vue, l'unification ne concerne pas forcément « des personnes, des groupes et des institutions déterminés », mais elle a lieu, au contraire, indépendamment de ces personnes, elle se les soumet, elle écarte celles qui ne voient pas ou qui refusent de voir les exigences du développement objectif, elle met en avant et attire des personnalités nouvelles qui n'appartenaient pas au lot primitif, elle procède à des remaniements, à des permutations, à des regroupements à l'intérieur des anciennes fractions, tendances ou divisions. De ce point de vue, l'unification est indissociable de sa base idéologique, elle ne peut progresser que sur la base d'un rapprochement idéologique, elle est liée à l'apparition, au développement, à la croissance de déviations telles que le liquidationnisme et l'otzovisme, non pas par le lien fortuit de telle ou telle polémique, de tel ou tel différend littéraire, mais en vertu d'un lien interne, indestructible, comme celui qui rattache la cause à l'effet.

2. La « lutte sur deux fronts » et la manière de surmonter les déviations

Tels sont donc les deux points de vue fondamentalement différents sur la nature et la signification de l'unification de notre parti.

On peut se demander maintenant lequel des deux sert de base à la résolution du plénum. Quiconque voudra bien examiner de près cette résolution s'apercevra que c'est le second qui lui *sert de base*, mais que, sur certains points, la résolution porte des traces évidentes de « corrections » inspirées par le premier, étant entendu que ces « corrections », qui *altèrent* la résolution, *n'en répudient absolument pas la base*, le contenu essentiel, lequel est tout. entier pénétré de l'esprit du second point de vue.

Pour montrer qu'il en est bien ainsi, que les « corrections » dans l'esprit de la diplomatie de cénacles n'ont effectivement qu'un caractère secondaire, qu'elles ne changent rien au fond de l'affaire et au principe de la résolution, je vais m'arrêter sur certains points et sur certains passages relatifs à la situation des affaires du parti, déjà effleurés par notre presse. Je commencerai par la fin.

Accusant les « dirigeants des vieilles fractions » de faire tout leur possible pour s'opposer à la réalisation de l'unité et d'avoir eu au plénum un comportement tel que « chaque pouce de terrain devait leur être arraché de haute lutte », Ionov écrit :

« Le camarade Lénine n'a pas voulu « surmonter les dangereuses déviations » au moyen de l'« extension et de l'approfondissement du travail social-démocrate ». Il a demandé avec assez d'énergie que l'on plaçât au centre de toute entreprise du parti la théorie de la « lutte sur deux fronts ». Il n'a pas songé un seul instant à supprimer dans le parti la « police renforcée » (page 22, ligne 1).

Il s'agit du § 4, point b, de la résolution relative à la situation des affaires du parti. C'est moi qui ai présenté au Comité central le projet de cette résolution, et le point en question a été corrigé après les travaux de la commission, par le plénum lui-même, sur la proposition de Trotsky contre lequel j'ai livré bataille sans succès. J'avais fait figurer dans ce point sinon, littéralement, l'expression « lutte sur deux fronts », du moins des termes qui exprimaient la même idée. L'expression « surmonter au moyen de l'extension et de l'approfondissement » avait été ajoutée sur la proposition de Trotsky. Je suis très heureux de ce que le récit que fait le camarade Ionov de la lutte menée par moi contre cette proposition, me fournisse une occasion commode d'exprimer ce que je pense du sens de la « correction » en question.

Rien, au plénum, n'a suscité une indignation aussi vive - et souvent, aussi comique - que l'idée de « lutte sur deux fronts ». Une simple allusion à ce sujet suffisait à mettre hors d'eux-mêmes les gens de « *Vpériod* » et les mencheviks. Cette indignation est parfaitement explicable, d'un point de vue historique : en effet, d'août 1908 à janvier 1910, les bolcheviks ont *effectivement* mené la lutte sur deux fronts, c'est-à-dire contre les liquidateurs et contre les otzovistes. Cette indignation était comique, parce que ceux qui tempêtaient contre les bolcheviks ne faisaient, par là même, que révéler leur culpabilité et montrer combien ils étaient restés sensibles à toute condamnation dit liquidationnisme et de l'otzovisme. Pécheur a toujours peur.

La proposition faite par Trotsky de remplacer la lutte sur deux fronts par l'expression « surmonter au moyen de l'extension et de l'approfondissement » a suscité une vive approbation de la part des mencheviks et des gens de « *Vpériod* ».

Et maintenant on voit se réjouir de cette « victoire » aussi bien Ionov que la *Pravda*¹³, que la résolution de Vienne, que le *Goloss Sotsial-Démokrata*. Mais, peut-on se demander, une fois retranchée du point en question la mention relative à la lutte sur deux fronts, a-t-on éliminé de la résolution l'aveu que cette lutte est indispensable ? *Pas le moins du monde*, car dès l'instant où l'on a reconnu l'existence de « déviations », où l'on a reconnu leur « danger », où l'on a reconnu la nécessité d'« expliquer » ce danger, où l'on a reconnu que ces déviations sont une « manifestation de l'influence exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat », alors, *en fait*, on a reconnu aussi la lutte sur deux fronts ! On a pu changer, à tel endroit, un terme « désagréable » (à tel ou tel compère), le fond de la pensée n'en est pas moins resté ! Tout ce qu'on a réussi à faire, c'est à embrouiller, à délayer, à altérer par de la phraséologie une partie d'un point donné.

En vérité c'est de la phraséologie, un bien faible subterfuge que de parler, comme dans le paragraphe considéré, de surmonter au moyen de l'extension et de l'approfondissement du travail. Nulle idée claire là-dedans. Toujours et en tout état de cause, il y a lieu d'étendre et d'approfondir le travail ; le *troisième* paragraphe de la résolution est entièrement consacré à cette question, qu'il envisage en détail avant de passer aux « tâches idéologiques et politiques » spécifiques, lesquelles ne sont pas toujours et en tout état de cause obligatoires, mais sont engendrées par les conditions propres à une période déterminée. C'est seulement ces tâches particulières que le § 4 est consacré et, dans l'introduction qui précède ses trois points, il est dit clairement que ces tâches idéologiques et politiques « *ont surgi à leur tour* ».

Qu'est-il résulté de tout cela ? Il en est résulté une absurdité : l'extension et l'approfondissement du travail auraient *eux aussi* surgi à leur tour ! Comme s'il *pouvait* avoir un « tour » dans l'histoire où *cette* tâche n'existerait pas.

Et de quelle manière, d'ailleurs, pourrait-on surmonter les déviations *au moyen* de l'extension et de l'approfondissement du travail social-démocrate ? Chaque fois qu'il sera question d'élargir ou d'approfondir, on se heurtera inévitablement au problème de savoir comment s'y prendre ; si le liquidationnisme et l'otzovisme ne sont pas des accidents, mais des tendances engendrées par les conditions sociales, dans ce cas, ils peuvent se faire jour dans n'importe quelle extension et n'importe quel approfondissement du travail. Il est possible d'étendre et d'approfondir le travail dans un esprit liquidateur, c'est ce que font, par exemple, *Nacha Zaria*¹⁴ et le *Vozrojdénie*¹⁵ ; on peut le faire également dans l'esprit de l'otzovisme. D'autre part, surmonter, au

¹³ *Pravda* (La Vérité) : revue publiée sous la direction de Trotsky à Vienne entre 1908 et 1912. A ne pas confondre avec le journal du même nom publié par le parti bolchévique...

¹⁴ *Nacha Zaria* (Notre aurore) : revue légale des mencheviks liquidateurs, publiée de 1910 à 1914.

sens propre du terme, les déviations détournent nécessairement une certaine quantité de forces, de temps et d'énergie qui aurait pu être employée à étendre et approfondir directement le travail social-démocrate correct. C'est ainsi qu'à la même page de son article, le même Ionov écrit ce qui suit :

« Le plénum a pris fin. Ses participants se sont dispersés. Le Comité central, dans son travail, est obligé de surmonter d'incroyables obstacles, parmi lesquels il y a lieu de ranger en bonne place le comportement de ceux que l'on appelle » (mais s'agit-il seulement, camarade Ionov, d'une simple appellation, et non pas d'un attribut réel et authentique ?) « les liquidateurs, dont le camarade Martov a nié l'existence avec tant d'opiniâtreté. »

Telles sont les données premières - assurément restreintes, mais caractéristiques - à partir desquelles on peut démontrer combien sont vides les phrases de Trotsky et de Ionov. Surmonter l'attitude liquidatrice de Mikhaïl, Iouri et Cie a empêché le Comité central de consacrer toutes ses forces et tout son temps à l'extension et à l'approfondissement du travail effectivement social-démocrate. Si Mikhaïl, Iouri et Cie n'avaient pas agi comme ils l'ont fait, si le courant liquidateur ne s'était pas propagé parmi ceux que nous continuons, à tort, de considérer comme nos camarades, alors, l'extension et l'approfondissement du travail social-démocrate auraient progressé avec plus de succès, parce que les discordes internes n'auraient pas détourné les forces du parti. Donc, si l'on comprend l'extension et l'approfondissement du travail social-démocrate en tant que développement direct de l'agitation, de la propagande, de la lutte économique, etc., dans un esprit effectivement social-démocrate, il faut admettre alors que les efforts pour surmonter les déviations constituent une perte, une quantité soustraite pour ainsi dire, à l'« activité positive ». Par conséquent, la phrase où il est dit qu'il faut surmonter les déviations *au moyen* de l'élargissement, etc., n'a aucune signification.

En fait, cette phrase traduit le vœu confus, le vœu candide, innocent, de voir se réduire le nombre des conflits internes parmi les social-démocrates ! En dehors de ce vœu innocent, cette phrase n'a rien réussi à exprimer ; elle n'est guère qu'un soupir poussé par ceux que l'on appelle les conciliateurs : si seulement il y avait moins de conflits avec l'otzovisme et le liquidationnisme !

Quant à la signification politique d'un semblable « soupir », elle est nulle, plus que nulle. S'il existe, dans le parti, des gens qui ont intérêt à « nier avec obstination » l'existence des liquidateurs (et des otzovistes), ils utiliseront ce « soupir » des « conciliateurs » pour dissimuler le mal. C'est bien ce que fait le *Goloss Sotsial-Démokrata*. Et c'est pourquoi ceux qui, dans les résolutions, prennent la défense de semblables paroles creuses et bien intentionnées ne sont des « conciliateurs » que de nom. En fait, ils sont les complices des liquidateurs et des otzovistes, en fait, ils n'approfondissent pas le travail social-démocrate, mais renforcent les déviations, fortifient le mal en le dissimulant temporairement et en le rendant plus difficile à guérir.

Pour montrer au camarade Ionov un exemple concret de ce mal, je rappellerai l'un des points de son article paru dans le n°1 de la *Feuille de Discussion*. Le camarade Ionov y compare avec bonheur le liquidationnisme et l'otzovisme à une sorte d'abcès bénin qui, « au cours de sa maturation attirerait à soi tous les éléments pernicieux disséminés dans l'organisme et contribuerait ainsi à favoriser sa guérison ».

C'est bien cela. Un processus de maturation qui élimine de l'organisme les « éléments pernicieux » conduit à la guérison. A l'inverse, ce qui gêne l'élimination de ces éléments par l'organisme, lui cause du tort. Puisse le camarade Ionov méditer cette utile réflexion du camarade Ionov !

¹⁵ *Vozrojdénie* (Renaissance) : revue légale menchévique publiée de décembre 1908 à juillet 1910. Parmi ses collaborateurs, on trouvait F. Dan, J. Martov, A. Martynov...

3. Les conditions de l'unification et la diplomatie de cénacle

Continuons. L'article publié par la rédaction du *Goloss*, à propos des résultats du plénum nous oblige à aborder la question du retranchement de la résolution des mots : liquidationnisme et otzovisme. Dans cet article de la rédaction (n°19-20, p.18), on déclare avec une... témérité inconnue (si ce n'est pas chez les gens du *Goloss*) que le terme de « liquidateur » est élastique, qu'il s'est révélé « *générateur de toutes sortes de malentendus* » (sic !!), etc., et que c'est pour cette raison que « le Comité central a pris la décision de retrancher ce terme de la résolution ».

Comment qualifier une telle version de la décision prise par le Comité central de retirer le terme considéré, alors que les rédacteurs du *Goloss* ne peuvent ignorer qu'elle est contraire à la vérité ? Qu'espéraient donc ces rédacteurs, dont deux ont assisté au plénum et connaissaient l'« histoire » du retranchement ? Espéraient-ils qu'ils ne seraient pas démasqués ?

A la commission chargée d'élaborer la résolution, la Majorité s'était prononcée pour le maintien du terme. Sur les deux mencheviks qui faisaient partie de la commission, l'un (Martov) se prononça pour le retranchement, l'autre (qui, à maintes reprises, avait penché vers la position de Plékhanov) se prononça *contre*. Au plénum, tous les nationaux (2 Polonais+2 bundistes+1 Letton) auxquels se joignit Trotsky firent la déclaration suivante :

« Considérant qu'il serait, au fond, souhaitable de désigner sous le nom de « liquidationnisme » la tendance dont parle la résolution et contre laquelle il est indispensable de lutter, vu, d'autre part, la déclaration des camarades mencheviks selon laquelle ils estiment eux aussi nécessaire de lutter contre cette tendance, mais jugent que l'usage de ce terme dans la résolution revêt un caractère fractionniste, dirigé contre eux, mencheviks, - nous nous prononçons pour l'exclusion du terme hors de la résolution, dans le but de couper court à toutes difficultés inutiles, susceptibles de nuire à l'unification du parti. »

Ainsi, la majorité du Comité central, y compris, justement, tous les éléments non fractionnistes, fait savoir par écrit que le mot « liquidationnisme » est, au fond, justifié, et qu'il est nécessaire de lutter contre la tendance liquidatrice, tandis que la rédaction du *Goloss* explique que le terme a été retranché pour son impropriété intrinsèque !!

La majorité du Comité central, y compris justement tous les éléments non fractionnistes, fait savoir, par écrit, qu'elle consent à retrancher le terme, cédant par là aux instances des mencheviks (ou, plus exactement : capitulant devant leur ultimatum, car les mencheviks avaient fait savoir que, dans le cas contraire, la résolution ne serait pas adoptée à l'unanimité), en raison de l'engagement pris par eux de « *lutter contre cette tendance* », tandis que la rédaction du « *Goloss* » écrit : la résolution a apporté une « réponse non équivoque à la question d'une prétendue « lutte contre liquidationnisme » (p.18, *ibid.*) !!

Au plénum, on promet de s'amender, on demande : n'employez pas « un terme dirigé contre nous », car, à partir d'aujourd'hui, nous allons entrer nous-mêmes en lutte contre cette tendance, - tandis que, dans le premier numéro du *Goloss* paru après le plénum, on taxe de « prétendue lutte » le combat dirigé contre le liquidationnisme.

Il est clair que nous avons là de la part des gens du *Goloss*, un revirement total et décisif, en faveur du courant liquidateur, revirement qui devient compréhensible si l'on considère comme un tout, comme un ensemble cohérent et déterminé ce qui s'est passé après le plénum, notamment les interventions de *Nacha Zaria*, du *Vozrojdénie* et des messieurs du genre de Mikhaïl I, Iouri, Roman et Cie. Nous aurons l'occasion de reparler de ce problème et il nous faudra montrer alors tout ce qu'il y a de superficiel dans le point de vue de Trotsky, qui est enclin à tout mettre sur le compte de la « violation des obligations morales et politiques » (résolution de Vienne), alors que, visiblement, nous sommes en présence, non pas d'une « violation des obligations » imputables à tel groupe ou à telle personne, non pas d'un fait d'ordre moral ou juridique, mais bien d'un acte *politique*, à savoir : la fusion des légalistes antiparti de Russie.

Il y a lieu, maintenant, de nous arrêter sur une autre question, celle des causes et de la signification de l'acte par lequel le plénum a exclu de la résolution le terme de liquidationnisme. Il serait faux d'expliquer la chose en la mettant exclusivement sur le compte du zèle excessif de conciliateurs comme Trotsky, Ionov et Cie. Un autre facteur a joué aussi son rôle. En effet, un nombre considérable de décisions du plénum ont été prises non pas selon le principe habituel de la subordination de la minorité à la majorité, mais selon le principe d'un *accord* entre les deux fractions, bolchévique et menchévique, conclu grâce à la médiation des nationaux. C'est sans doute à cette circonstance que fait allusion le camarade Ionov, lorsqu'il écrit, dans les *Echos du Bund* : « Les camarades qui s'accrochent actuellement à des questions de forme, savent parfaitement de quelle manière se serait achevé le plénum, s'il avait adopté un point de vue formel. »

Dans ce passage, le camarade Ionov s'exprime au moyen d'allusions. Tout comme Trotsky, il estime que cette manière d'exposer ses idées est particulièrement « délicate », non fractionnelle et spécifiquement pro-parti. En fait, nous avons là un échantillon du mode d'action des diplomates de cénacle, mode d'action qui n'apporte rien que de nuisible au parti et à l'esprit de parti. Ces allusions ne sont pas comprises par certains; chez d'autres, elles suscitent la curiosité; chez d'autres encore, elles donnent lieu à des commérages et des mouchardages. C'est pourquoi il y a lieu de transcrire au clair les allusions d'Ionov. S'il ne veut pas dire que le plénum s'est efforcé sur certain nombre de questions d'arriver à un accord (et non à une simple résolution par la voie majoritaire), nous l'invitons alors à s'exprimer de manière plus claire et à ne pas induire en tentation les commères de l'étranger.

Si, par contre, Ionov veut parler de l'accord intervenu au plénum entre les fractions, alors ce qu'il dit contre les « camarades qui s'accrochent actuellement à des questions de forme », nous révèle un trait supplémentaire des prétendus conciliateurs qui, en fait, apportent une aide cachée aux liquidateurs.

Un certain nombre de résolutions unanimes ont été adoptées au plénum après *accord* entre les fractions. Pourquoi était-ce nécessaire ? Parce que les rapports entre fractions équivalaient en fait à une scission, et que, chaque fois qu'il y a une scission, la

discipline du collectif entier (en l'espèce, le parti) est toujours et inévitablement sacrifiée à la discipline d'une partie du collectif (en l'espèce, la fraction).

Les rapports étant ce qu'ils sont en Russie, au sein du parti, l'unité ne pouvait être atteinte qu'au moyen d'un accord entre les fractions (entre toutes les fractions, ou seulement entre les principales, entre des parties de ces fractions, ou entre les fractions complètes, c'est là une autre question). D'où la nécessité d'un compromis, c'est-à-dire de concessions sur certains points non reconnus par la majorité, mais exigés par la minorité. L'exclusion du terme « liquidationnisme » hors de la résolution représente l'une de ces concessions. Une illustration particulièrement claire du caractère de compromis dont sont empreintes les résolutions du plénum est fournie par la transmission *conditionnelle* par les bolcheviks de leur patrimoine *fractionnel* à des *tiers*. Une fraction du parti transmet sous conditions son patrimoine à des tiers (appartenant à la social-démocratie internationale), lesquels doivent décider s'il convient de remettre cet argent au Comité central ou bien le rendre à la fraction. Le caractère tout à fait inhabituel de cette convention, inconcevable dans un parti normal, non scindé, montre clairement sous quelles *conditions* les bolcheviks ont accepté un accord. La déclaration des bolcheviks, publiée dans le n°11 de l'Organe central, indique clairement que la condition idéologique et politique essentielle est l'adoption d'une résolution « condamnant le liquidationnisme et l'otzovisme et reconnaissant que la lutte contre ces deux tendances fait partie intégrante de la ligne politique du parti » ; que la composition de l'Organe central est l'un des garants de l'application de cette ligne ; que la fidélité des mencheviks à leur organe fractionnel et à leur politique fractionnelle donne aux bolcheviks le droit de « réclamer la restitution de l'argent à celui qui en est le détenteur ». Le Comité central a *accepté* ces conditions en se référant ouvertement dans la résolution sur les centres fractionnels à cette déclaration des bolcheviks.

Ces conditions doivent-elles être observées ou non ? Sont-elles ou non de pure forme ? Le camarade Ionov, qui parle avec dédain du « formalisme », n'a pas compris la différence élémentaire qui existe entre l'accord en tant que base de la convention (c'est-à-dire la condition concernant le transfert de leurs fonds par les bolcheviks, confirmée à l'unanimité par la résolution du Comité central relative aux centres fractionnels) et le respect des conditions formelles de l'accord en tant que base du maintien de l'unité.

Si maintenant, après la résolution unanime du Comité central sur les centres fractionnels, le camarade Ionov traite le « formalisme » par le dédain, ça veut dire qu'il traite aussi par le dédain *l'ensemble* de la résolution du Comité central sur les centres fractionnels. Le sophisme du camarade Ionov se ramène à ce qui suit : la somme des décisions du Comité central ayant été obtenue non seulement par l'adoption de résolutions à la majorité mais également par un accord des tendances antagonistes sur quelques problèmes capitaux, ces décisions ne sont donc plus *dorénavant* formellement obligatoires, et la minorité est en droit de demander un accord ! *Etant donné* que les décisions du Comité central comportent un élément d'accord, on peut *toujours* dénoncer ces décisions, car un accord est chose volontaire !

Un semblable sophisme n'est-il pas une défense mal dissimulée des liquidateurs ?

Mais si les sophismes d'Ionov sont tout simplement ridicules, il y a eu, au contraire, dans la tentative du Comité central (du plénum) pour faire le maximum des concessions possibles, un facteur psychologiquement et politiquement correct. Les mencheviks et les otzovistes se sont associés pour attaquer violemment le Centre bolchévique, contre lequel ils ont porté les accusations les plus effrénées. Ce ne sont pas des divergences de principe, mais la « mauvaise volonté » du Centre bolchévique qui, plus que tout autre chose, nous éloigne du parti, ont déclaré mencheviks et otzovistes¹⁶.

C'est là un point très important, qu'il faut éclaircir, sous peine de ne point comprendre pourquoi notre crise d'unification se déroule précisément ainsi, et non pas autrement. *Il ne s'est trouvé personne* pour défendre le liquidationnisme ou l'otzovisme sur le terrain des principes : ni les mencheviks ni les gens de « *Vpériod* » n'ont *pu se résoudre* à adopter pareille attitude. Il y a là des traits observés depuis longtemps déjà dans notre littérature (et relevés maintes fois dans la littérature internationale antiopportunisme), traits qui caractérisent les « critiques » contemporains du marxisme et les critiques d'une tactique effectivement marxiste et qui sont indécision, absence de principes, camouflage de la ligne « nouvelle », protection des représentants conséquents du liquidationnisme et de l'otzovisme. Nous ne sommes pas des liquidateurs, c'est un terme fractionnel, s'écriaient les mencheviks. Nous ne sommes pas des otzovistes, c'est une exagération fractionnelle, leur faisaient écho ceux de « *Vpériod* ». Et des milliers d'accusations, à propos de tout et de rien jusques et y compris celle d'« action criminelle » (lire : l'expropriation) s'abattaient sur le Centre bolchévique, *dans le but* d'estomper et de faire passer au second plan les divergences politiques de principe.

A cela, les bolcheviks ont répondu : c'est bien, messieurs, que le Comité central examine *toutes* vos accusations et « prononce son verdict ». Cinq social-démocrates nationaux font partie du plénum ; c'est d'eux que dépend la décision en général et à plus forte raison la décision à l'unanimité. Qu'ils jouent donc le rôle des « juges », qu'ils examinent vos accusations (c'est-à-dire celles des mencheviks et des gens de « *Vpériod* ») et fassent bon droit de vos griefs à l'égard du Centre bolchévique. Les bolcheviks, sont allés plus loin. Ils ont accepté dans les résolutions le maximum des compromis réclamés par les mencheviks et les gens de « *Vpériod* ».

Et maintenant, le maximum de concessions dans les résolutions sur la situation des affaires dans le parti et sur la conférence a été fait ; toutes les « accusations » ont été examinées et *tous les griefs à l'égard du Centre bolchévique ont été satisfaits*, conformément à la décision de *tous les cinq social-démocrates nationaux*.

¹⁶ Cf. l'observation d'Ionov : « Le camarade Martov a affirmé au plénum avec une non moindre insistance que « les dangereuses déviations » vers la droite sont une invention de bolcheviks haineux et que l'unique ennemi du parti c'est le Centre bolchévique et son arbitraire fractionnel » (op. cit., p., 22). – (Note de l'auteur).

C'est de cette manière seulement qu'il était possible d'enlever aux adversaires de la ligne pro-parti, c'est-à-dire de la ligne antiliquidatrice, *tout prétexte, toute possibilité d'éluder la question sur le plan des principes*. Et cette possibilité leur a effectivement été enlevée.

Lorsque, à l'heure actuelle, Axelrod, Martov et Cie dans le « Complément indispensable » et Alexinski et Cie dans la feuille du groupe « *Vpériod* » tentent de reprendre à nouveau leurs accusations contre le Centre bolchévique, leurs commérages, leurs calomnies, leurs mensonges, leurs insinuations, - ces messieurs ce faisant, se condamnent eux-mêmes. Que le plénum ait, à l'unanimité, procédé à l'examen de *toutes* leurs accusations, qu'il les ait *toutes* rejetées et déclarées non avenues dans sa résolution, voilà ce qu'on ne saurait nier, voilà ce que ne sauraient nier nos héros semeurs de zizanie. Sinon, il devient clair pour chacun que ceux qui ravivent cette discussion (Axelrod, Martov, Alexinski et Cie) sont tout simplement des maîtres-chanteurs politiques qui, grâce à leurs commérages, espèrent étouffer les questions de principe. Et c'est bien comme des maîtres-chanteurs politiques que nous les traiterons.

Nous ne nous occuperons de rien d'autre que de la question de l'application par le parti d'une ligne antiliquidatrice et antioztoviste, laissant Axelrod, Martov et Alexinski se vautrer dans la fange comme bon leur semblera.

Les compromis et les concessions de bolcheviks, leur consentement à des résolutions à bien des égards insuffisamment fermes, étaient choses nécessaires à la clarté de la délimitation sur le plan des principes. Après avoir fait droit à *tous* les griefs formulés par les mencheviks et les oztovistes et reconnus fondés par la majorité des nationaux¹⁷, les bolcheviks obtinrent finalement que, pour tous les social-démocrates, quelle que fût leur orientation, pour tous, à l'exception des professionnels du chantage, la seule question qui se posât fut celle de l'application d'une ligne de parti antiliquidatrice et antioztoviste. Il n'y avait pas une personne, dans le parti, à qui l'on refusât la possibilité de participer au travail du parti, de participer à l'application de la ligne; aucun obstacle, aucune circonstance extérieure gênante ne subsistait plus après la résolution dont les social-démocrates nationaux étaient responsables. Et si, à l'heure actuelle, les liquidateurs se manifestent à nouveau et d'une manière plus évidente encore, ils prouvent, par là même que ces difficultés extérieures n'étaient pas autre chose qu'une invention, un trompe-l'œil, une basse combine, un procédé d'intrigants de cénacle.

C'est pourquoi la délimitation et la sélection n'ont véritablement commencé qu'après le plénum; cette sélection a exclusivement lieu à propos de la question de principe la plus importante, celle de la liquidation de notre parti. Ceux des « conciliateurs » qui ont été abasourdis, peinés et surpris par ce fait que la délimitation a commencé après le plénum, ont simplement prouvé, par leur étonnement, qu'ils étaient restés captifs de la diplomatie de cénacle. Un diplomate de cénacle pouvait croire qu'un accord conditionnel avec Martov et Martynov, avec Maximov et le second membre du groupe « *Vpériod*¹⁸ », mettait fin à toute délimitation, car, pour un diplomate de ce genre, les désaccords de principe n'ont qu'une importance secondaire. Mais pour celui qui, au contraire, considère comme d'importance majeure la question de principe du liquidationnisme et de l'oztovisme, il n'y a rien d'étonnant dans le fait qu'une délimitation strictement conforme aux principes n'ait eu lieu, précisément, qu'après qu'on a eu satisfait à tous les griefs formulés par Martov, Maximov et autres, qu'après que des concessions maximum leur ont été faites sur les questions d'organisation.

Ce qui a lieu dans le parti après le plénum, ne signifie pas un fiasco de l'unification, mais, au contraire, le commencement de l'unification de ceux qui peuvent et veulent travailler dans le parti et selon l'esprit du parti, le commencement, pour le bloc effectivement pro-parti des bolcheviks, des mencheviks pro-parti, des nationaux, des social-démocrates non fractionnistes, le commencement d'une épuration qui doit éliminer les renégats hostiles au parti, les semi-libéraux et les semi-anarchistes¹⁹.

¹⁷ Rappelons qu'au plénum avaient voix délibérative 4 mencheviks, 4 bolcheviks, 1 représentant de « *Vpériod* », 1 Letton, 2 bundistes et 2 Polonais, c'est-à-dire que face aux mencheviks et aux gens de « *Vpériod* », les bolcheviks ne détenaient pas la majorité, même avec l'appoint des Polonais et du Letton; la décision dépendait des bundistes. (*Note de l'auteur.*)

¹⁸ Il s'agit de V. Chantser.

¹⁹ Entre autres. Pour caractériser le bloc des adeptes du *Goloss* et de « *Vpériod* » constitué contre les bolcheviks (bloc tout à fait comparable à celui des jaoussistes et des hervéistes constitué contre les guesdistes), on peut utiliser le fait suivant. Dans le *Complément indispensable*, Martov se gausse de Plékhanov sous prétexte que celui-ci accorde de l'importance à la composition de la commission scolaire. En fait, Martov dénature les choses. Au plénum, ce même Martov de concert avec tous les mencheviks et Maximov et avec l'aide de Trotsky, a lutté en faveur de la résolution tendant à reconnaître comme école du parti l'école oztoviste de X., avec laquelle le Comité central aurait dû conclure un accord ! Nous avons eu quelque peine à venir à bout de bloc antiparti.

Assurément, dès l'instant où les partisans du *Goloss* et de « *Vpériod* » entrent dans le parti, ils ont parfaitement le droit de participer à des blocs. Mais il ne s'agit pas de ce droit, il s'agit des principes, sur lesquels se fonde ce bloc. C'est un *bloc de gens sans principes*, dirigé contre l'esprit de principe et l'esprit de parti. (*Note de l'auteur.*)

4. Sur le paragraphe I° de la résolution relative à la situation dans le Parti

Poursuivant mon analyse des défauts des résolutions du plénum, il me faut m'arrêter maintenant sur le premier point de la résolution relative à la situation dans le parti. A la vérité, ce point ne concerne pas des problèmes directement liés à telle ou telle conception de l'unification du parti, mais je suis obligé de faire une digression, car l'interprétation de ce premier point a déjà suscité bon nombre de discussions à l'intérieur du parti.

Dans mon projet de résolution ce point n'existait même pas, et - comme toute la rédaction du *Prolétari* - j'avais lutté contre lui de la manière la plus énergique. Il fut adopté grâce aux mencheviks et aux Polonais, qu'une partie des bolcheviks avait pourtant mis en garde de la manière la plus instante, les prévenant, que l'interprétation de ce point obscur et nébuleux engendrerait fatalement des malentendus ou - ce qui est pire - ferait le jeu des liquidateurs.

Inutile de dire que toute une série de thèses figurant dans ce point furent critiquées par moi au plénum en raison de leur absence de contenu, de leur vide, de leur caractère tautologique. Dire que la tactique des social-démocrates est toujours une en ce qui concerne les principes et ne pas déterminer quels sont ces principes, de quel principe (le marxisme en général ou telle ou telle de ses thèses seulement) on est en train de parler et pour quelle raison on le fait; dire que la tactique social-démocrate est toujours calculée de manière à obtenir le maximum de résultats et ne déterminer ni les buts les plus rapprochés (les résultats les plus rapprochés possibles) de la lutte au moment présent, ni les procédés spécifiques de lutte à ce moment présent; dire que la tactique est calculée en fonction des différentes voies que ce développement peut emprunter et ne pas définir, ces voies concrètement; dire platement, que la tactique doit contribuer au rassemblement des forces, doit préparer le prolétariat à la lutte directe et à utiliser les contradictions d'un régime instable, tout cela représente des défauts manifestes, qui sautent aux yeux, qui transforment l'ensemble, de ce point en un fatras nul et inutile.

Cependant, il y a quelque chose de pire encore dans le point considéré. Il y a en lui une brèche à l'usage des liquidateurs, une faille sur laquelle l'attention du plénum a été attirée par un certain nombre de ses membres, non seulement, d'ailleurs, par les bolcheviks, mais également par un bundiste, et même par Trotsky. Il s'agit d'une phrase affirmant que pour le prolétariat conscient, « s'ouvre pour la première fois la possibilité, s'il s'organise en un parti social-démocrate de masse, d'appliquer avec intelligence, systématiquement et de manière conséquente cette méthode tactique de la social-démocratie internationale ». (Qu'est-ce que cette méthode ? On n'avait parlé jusqu'à maintenant que des principes de la tactique, non de sa méthode, encore moins d'une méthode tant soit peu définie.)

Pourquoi pour la première fois ? ont demandé au plénum ceux qui critiquaient le point en question. Si c'est parce que chaque étape du développement du pays donne naissance à quelque chose de nouveau, de plus élevé en ce qui concerne le niveau de la technique et la netteté de la lutte des classes, etc., alors, encore une fois, il s'agit d'une banalité. Alors en effet, chaque moment produit, toujours et en tout état de cause, quelque chose qui apparaît pour la première fois depuis le moment précédent. Or, nous vivons un moment particulier, un moment de déclin contre-révolutionnaire, un moment de régression formidable de l'énergie des masses et du mouvement ouvrier social-démocrate, après l'essor de la révolution. Si, donc, on prétend que la caractéristique d'un tel moment est de donner pour la première fois au prolétariat la possibilité d'appliquer avec intelligence, etc., la méthode de la social-démocratie internationale, on aboutira infailliblement à une interprétation liquidatrice, on en arrivera à porter aux nues, à la manière des libéraux, la période de la troisième Douma, sous prétexte qu'elle correspond à une ère de tranquillité et de légalité, contrastant avec la période de tempête et de lutte qui fut celle de la révolution, période où le combat du prolétariat revêtait des formes révolutionnaires directes et où les libéraux se répandaient en imprécations contre cet « élément déchaîné. »

Afin d'attirer particulièrement l'attention sur le risque d'interprétation liquidatrice de ce point archi-obscur, j'ai présenté, à cette séance du plénum, une série de propositions écrites où je soulignais certains passages des discours des orateurs. Voici deux des communications en question :

1. « A la demande de Lénine, on a inclus dans le procès-verbal l'observation suivante du camarade ²⁰ L. (un social-démocrate polonais) : « C'est une absolue aberration de prétendre qu'il y ait ici une minimisation de la tactique révolutionnaire face à la contre-révolution. »
2. « A la demande de Lénine, on a inclus dans le procès-verbal une exclamation du camarade Martov (« exact ! ») ponctuant les paroles de ²¹ I. (un bolchevik qui défendait le point en question), selon lesquelles les mots litigieux n'abaissaient point, mais, au contraire, rehaussaient la portée de la révolution et de ses méthodes face à celles de la contre-révolution. »

Mes communications font l'une et l'autre état du fait qu'avec l'acquiescement de Martov, le Polonais et le bolchevik se sont catégoriquement refusés à admettre que ce point pouvait être interprété dans un sens liquidateur. Bien entendu, ces deux camarades n'avaient absolument pas l'intention de se livrer à une semblable interprétation.

Or, on sait depuis longtemps que, ce qui fait l'objet d'une application effective, c'est la loi, et non pas les motifs de la loi, non pas l'intention du législateur. L'importance du point considéré pour l'agitation et la propagande résultera non pas des bonnes intentions qui animent l'un ou l'autre de ses auteurs, non pas de leurs déclarations au plénum, mais du rapport objectif des forces et des tendances à l'intérieur de la partie russe de la social-démocratie (les social-démocrates non russes feront à peine attention à ce point obscur).

²⁰ L. Tyszka.

²¹ I. Doubrovinsky.

C'est pourquoi j'attendais avec un intérêt particulier la façon dont on allait interpréter ce point dans la presse, préférant ne pas me hâter de faire connaître mon opinion, préférant recueillir au préalable les réactions des social-démocrates n'ayant pas assisté au plénum, ou encore celles des gens du *Goloss*.

Le premier numéro du *Goloss* paru après le plénum a fourni aussitôt, en quantité largement suffisante, les éléments permettant d'apprécier notre discussion sur l'interprétation qui serait fournie du point en question.

Dans l'article de la rédaction du *Goloss* sur les résultats du plénum, nous lisons ce qui suit :

« Il serait, bien sûr, parfaitement impensable et absurde de supposer que, par ces mots » (« pour la première fois », etc.) « le Comité central ait voulu condamner indirectement notre tactique d'autrefois, *attendu que celle-ci était adaptée à la situation révolutionnaire* » (l'italique appartient à l'auteur : n°19-20, p.18).

Très bien ! L'auteur déclare impensable et absurde l'interprétation liquidationniste. Cependant, si nous poursuivons notre lecture, nous rencontrons, dans le même paragraphe, l'affirmation que voici :

« Par ces mots, on a officiellement reconnu le caractère relativement arriéré de notre vie politique dans le passé, en dépit des formes révolutionnaires dans lesquelles elle s'est incarnée, ce qui, soit dit en passant, a justement été l'une des causes essentielles de la défaite subie par la révolution; par ces mots, on a officiellement reconnu le caractère par trop élémentaire de notre ancienne tactique, caractère que lui imposaient les rapports sociaux périmés; par ces mots enfin on a officiellement reconnu que, quelle que soit la situation politique à l'avenir, toute tentative pour revenir à la dictature des cercles fermés clandestins du mouvement et à la politique qui s'y est liée, constituerait un pas décisif en arrière. »

Pas mal, n'est-ce pas ?

On ne sait par où commencer pour s'y retrouver dans cet amoncellement de « perles ».

Prenons d'abord la référence trois fois répétée à la « reconnaissance officielle ». Combien de railleries ce même *Goloss* n'a-t-il pas fait pleuvoir sur les résolutions qui reconnaissent officiellement telle appréciation du passé, de la révolution et du rôle des partis bourgeois, etc. ! Voici un exemple de la sincérité des clameurs dirigées contre l'« officialisation » : lorsqu'une décision du parti, *clairement* rédigée, n'a pas l'heur de plaire aux partisans du *Goloss*, ils se moquent de la prétention de vouloir résoudre « officiellement » des questions scientifiques et complexes, etc., etc., - de même que les *Sozialistische Monatshefte*²² raillent la résolution de Dresde dirigée contre les opportunistes ou que les ministérialistes belges tournent de nos jours en dérision la résolution d'Amsterdam. Par contre, dès que les hommes du *Goloss* ont l'impression qu'il existe une brèche ouverte aux liquidateurs, alors, à trois reprises, ils jurent leurs grands dieux que cela « a été admis officiellement ».

Or, quand un adepte du *Goloss* jure ses grands dieux, sachez... qu'il esquivé la vérité. L'auteur de l'article en question est d'autant moins fondé à parler d'une « reconnaissance officielle » de son interprétation, que le *caractère litigieux de l'interprétation* de ce point a fait l'objet de débats spéciaux au Comité central, à quoi on ajoutera encore que les déclarations *officiellement consignées au procès-verbal* – oui ! voilà ce qui est effectivement « officiel »! *et reproduisant les paroles* du Polonais et du bolchevik, permettent de voir que ces derniers n'ont jamais tenu pour exacte l'interprétation donnée par le *Goloss*. Seul notre auteur s'est couvert de honte en clamant qu'il y avait reconnaissance officielle.

L'expression « pour la première fois » reconnaît l'existence d'un « retard relatif dans le passé » - voilà qui, à la rigueur, pourrait passer, quoique rien ne nous indique en vertu de quoi il faut appliquer cela précisément à la vie politique, et non pas à d'autres aspects du développement social; mais lorsqu'on ajoute : « en dépit des formes révolutionnaires », l'oreille d'âne du supporter des *Viékhi*²³ pointe d'une manière un peu trop imprudente. On peut parier que sur 100 libéraux qui auront lu ce passage, 90 au moins porteront aux nues les adeptes du *Goloss*, tandis que sur 100 ouvriers, 90 au moins se détourneront des opportunistes. Quant à l'adjonction « faite en passant » sur les « causes de la défaite subie par la révolution », elle trahit, ceux qui ont participé à l'ouvrage en cinq tomes des liquidateurs : ils essaient de faire passer leurs conceptions libérales sur le rôle du prolétariat dans la révolution sous le couvert d'une résolution peu claire. C'est pourquoi ils parlent du « caractère élémentaire » et même - notez-le bien ! - du caractère par trop élémentaire de « notre ancienne tactique ». Ce caractère « par trop » élémentaire de notre tactique, voyez-vous, est sous-entendu par la phrase : « appliquer pour la première fois » avec intelligence, systématiquement et de manière conséquente (dans un parti de masse) la méthode de la social-démocratie internationale²⁴ ». La tactique de l'époque de la lutte ouverte, de l'époque de la relative liberté de la presse, des alliances de masse, des élections avec participation des partis révolutionnaires, de l'effervescence générale de la population, des oscillations rapides de la politique gouvernementale, de l'époque qui a vu un certain nombre de victoires importantes remportées sur le gouvernement, - cette tactique a été par trop élémentaire, comparée, sans doute, à la tactique non élémentaire des années 1909-1910 ! Quel renégat, quel piètre social-démocrate il faut être et avec une compréhension combien étriquée des événements, pour formuler de semblables interprétations !

²² *Sozialistische Monatshefte* (Revue Socialiste Mensuelle) : revue révisionniste allemande paraissant à Berlin de 1897 à 1933.

²³ *Viékhi* (Les Jalons) : revue de tendance libérale-bourgeoise, proche des cadets.

²⁴ C'est également dans cet esprit que le camarade An. interprète la résolution du Comité central (cf. son article « A propos de la lettre du Caucase », dans le présent numéro de la *Feuille de Discussion*). Par son article, le camarade An. confirme les accusations les plus lourdes, portées par l'auteur de la « Lettre du Caucase », le camarade K. St., bien qu'il qualifie cette lettre de « pamphlet ». Nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement sur cet article du camarade An. qui, maints égards, est bien curieux. (*Note de l'auteur.*)

K. St., l'auteur de cette lettre de décembre 1909 est Staline. La partie menchévique de la rédaction du *Social-Démocrate* refusa de la publier, et elle ne le sera finalement qu'en mai 1910 dans le n°2 de la *Feuille de discussion*, en même temps que la réponse de « An. ». Ce dernier pseudonyme était celui de N. Jordania, le leader des menchéviques géorgiens.

Mais, le plus admirable, c'est lorsque, de l'expression « pour la première fois », on en arrive à tirer une condamnation de la « dictature (!!) des cercles fermés, clandestins ». A l'époque de la tactique « par trop élémentaire » des années 1905-1907, la direction du parti ouvrier ressemblait beaucoup plus, comme vous voyez, à une « dictature », que pendant les années 1909-1910, elle émanait bien plus d'organisations « clandestines » et notamment de « cercles », qui étaient plus « fermés » que ceux d'aujourd'hui ! Pour donner à cette pensée, profonde et amusante, un air de vraisemblance, il faut se rappeler, que, pendant la révolution, les opportunistes et les cadétophiles se sentaient, parmi les ouvriers, comme un « cercle fermé », tandis qu'à l'heure actuelle, à un moment où ils luttent pour la légalité (ah! mais!) ils n'ont pas cette impression de « claustration » (Milioukov lui-même est à nos côtés), ils ne sont pas un « cercle » (nous avons chez nous des périodiques ouvertement « renégats »), ils ne sont pas « clandestins », etc., etc.

C'est la *première* fois que le prolétariat, organisé en un parti de masses social-démocrate, constate, parmi ceux qui désirent se considérer comme ses chefs, une semblable attraction systématique et conséquente, vers l'apostasie libérale.

Tenir compte de cette leçon tirée de l'interprétation du fameux point qui contient l'expression « *pour la première fois* », voilà une chose à laquelle devront s'astreindre, bon gré, mal gré, le camarade polonais et le camarade bolchévique²⁵ qui ont officiellement déclaré qu'ils considéraient l'interprétation liquidatrice de leur point comme tout à fait erronée.

²⁵ Au plénum, les camarades en question ont interprété le § 1 en mettant l'accent sur l'accroissement de la différenciation des classes, sur le développement d'une conscience purement socialiste chez les masses ouvrières, sur le renforcement de la réaction bourgeoise. Ces idées sont assurément exactes, *mais elles ne sont pas formulées (et ce ne sont pas elles* qui sont formulées) dans les thèses dont se compose le § 1. (Note de l'auteur.)

5. La signification des résolutions de décembre (1908) et l'attitude des liquidateurs envers elles

Les précédentes remarques sur les défauts de la résolution du plénum doivent être attribuées aux mots suivants qui servent d'introduction au premier point : « Comme développement aux thèses fondamentales des résolutions prises à la Conférence du parti en 1908, le Comité central décrète que... » Cette formulation est le résultat d'une concession faite aux mencheviks, et il convient d'autant plus de s'arrêter sur cette circonstance que nous avons, ici, une fois de plus, un échantillon d'attitude scandaleusement déloyale vis-à-vis de cette concession, ou bien d'une inaptitude scandaleuse à comprendre la signification des définitions de la tactique données par le parti.

Dans le projet de résolution approuvé par la majorité de la commission et assuré, par conséquent, d'avoir la majorité des voix au plénum, on pouvait lire : « *en confirmation* des résolutions prises en décembre 1908 et comme développement de ces résolutions »... Là encore, les mencheviks ont exigé sous forme d'ultimatum qu'une concession soit faite, refusant de voter la résolution dans son ensemble si on n'en retranchait pas les mots « en confirmation », attendu que les résolutions de décembre 1908 représentaient, pour eux, le summum du « fractionnisme ». Nous avons fait la concession demandée, et n'avons pas refusé de voter la résolution amputée de l'expression litigieuse. Je n'aurais nullement été enclin à déplorer cette concession si elle avait atteint le but envisagé, c'est-à-dire rencontré chez les mencheviks la loyauté à l'égard de la décision du parti en l'absence de laquelle le travail commun est impossible. Notre parti *ne possède* d'autres définitions des tâches fondamentales concernant sa tactique, son organisation et son travail parlementaire à l'époque de la III^e Douma, que celles qui sont contenues dans les résolutions de décembre 1908. Sans contester que la lutte fractionnelle ait été alors extrêmement violente, nous n'insisterons pas sur tel ou tel terme incisif figurant dans les résolutions de l'époque, dirigées contre les liquidateurs. Par contre, nous insisterons absolument sur les thèses fondamentales que ces résolutions contiennent, car parler de parti, de l'esprit du parti, de l'organisation du parti serait lancer inutilement de belles paroles, si nous éludions l'unique réponse donnée par le parti et confirmée par le travail d'une année, aux questions les plus importantes, les plus fondamentales : à les laisser sans réponse, il deviendrait impossible de faire le moindre pas en avant dans le domaine de la propagande, de l'agitation et de l'organisation. Nous sommes tout à fait disposés à admettre qu'il est nécessaire d'effectuer un travail en commun pour amender ces résolutions, de les réviser compte tenu des critiques exprimées par les camarades de *toutes* les fractions, y compris, bien entendu, les mencheviks pro-parti; nous n'ignorons pas que vraisemblablement certaines des thèses figurant dans ces résolutions feront assez longtemps encore l'objet de contestations au sein du parti et qu'on n'arrivera pas à une solution dans un proche avenir autrement qu'à la majorité des voix. Mais, *tant* qu'on n'a pas entrepris et achevé cette révision, *tant* que le parti ne s'est pas à nouveau prononcé sur la question de savoir comment apprécier l'époque de la troisième Douma et les problèmes liés à cette époque, *nous exigeons absolument* de tous les social-démocrates pro-parti, quelle que soit leur optique, qu'ils règlent leur conduite sur lesdites résolutions.

Mais, dira-t-on, n'est-ce pas là l'abc de l'esprit du parti ? Une autre attitude vis-à-vis des décisions du parti serait-elle possible ? En fait, le tournant vers le liquidationnisme opéré par le *Goloss* après le plénum, l'a contraint, même dans cette question, à utiliser la concession faite par la majorité du parti non point pour adopter une position pro-parti loyale, mais pour exprimer aussitôt son mécontentement devant les dimensions de la concession ! (Les gens du *Goloss* n'ont oublié, apparemment, qu'une chose : c'est que celui qui a soulevé le premier un débat à propos de la résolution de compromis prise à l'unanimité, celui qui a déclaré n'en être pas satisfait et qui a exigé de nouvelles concessions, de nouveaux amendements, celui-ci a par là-même donné à l'autre partie le droit de réclamer des amendements en sens opposé. Et, bien entendu, ce droit, nous l'utiliserons.)

L'article déjà cité de la rédaction du *Goloss* (n°19-20) sur les résultats du plénum, déclare d'emblée que les mots de l'introduction à la résolution représentent un *compromis*. C'est la vérité, mais cette vérité se transforme en mensonge si l'on passe sous silence que ce qui constitue le compromis, fruit de l'ultimatum menchevique, c'est le refus de la majorité du Comité central de *confirmer* directement toutes les résolutions de décembre 1908, et non pas, exclusivement, leurs thèses essentielles !

« A notre sens, poursuit le *Goloss*, cette phrase s'accorde plutôt mal avec le contenu non équivoque des points les plus importants de la résolution; signe d'un certain tournant dans le développement du parti, elle n'en reste pas moins étroitement liée avec tout le passé de la social-démocratie russe, mais moins que tout » (!!) « elle est liée, justement avec « l'héritage de Londres²⁶ ». Cependant, nous ferions figure de doctrinaires incorrigibles si nous nourrissions l'espoir d'arriver du premier coup à une unanimité parfaite dans notre parti, si nous voulions sacrifier un important progrès de notre mouvement pour des raisons de préséance » (!!). « Nous pouvons laisser aux historiens le soin de corriger ces erreurs de la résolution. »

Tout cela sonne comme si les gens du *Goloss* ayant assisté au plénum avaient été réprimandés, en raison de leurs « concessions aux bolcheviks », par les légalistes russes, du genre de Potressov et Cie ou par les rédacteurs du *Goloss* absents du plénum, et comme s'ils s'excusaient devant eux. Nous ne sommes pas des doctrinaires, laissons aux historiens le soin de corriger les erreurs de la résolution !

Nous oserons faire observer, à propos de cette splendide déclaration, que les social-démocrates pro-parti rédigent des résolutions non pas à l'intention des historiens, mais pour se guider *effectivement* sur ses résolutions *dans leur* travail de propagande, d'agitation et d'organisation. Le parti ne possède pas d'autre définition des objectifs dans ce travail pour l'époque de la III^e Douma. Pour les liquidateurs, les résolutions du parti ont, sans doute, une valeur égale à zéro, car, pour eux, l'ensemble du parti vaut zéro, car, pour eux, c'est de la totalité du parti (et pas uniquement de ses résolutions) que seuls les « historiens » peuvent s'occuper avec profit et intérêt. Mais ni les bolcheviks ni les mencheviks pro-parti ne veulent travailler et ne

²⁶ Allusion à la résolution du V^e congrès du P.O.S.D.R. (tenu à Londres) « sur les rapports avec les partis non prolétariens ».

travailleront dans la même organisation que les liquidateurs. Nous demandons à ces derniers de vouloir bien se joindre aux « sans-tête²⁷ » ou aux socialistes-populistes²⁸ ».

Si les gens du *Goloss* se comportaient loyalement à l'égard du parti, s'ils tenaient réellement compte du parti, et non de Potressov et Cie, s'ils tenaient compte de l'organisation des social-démocrates révolutionnaires, et non du cercle des littérateurs légalistes, ils auraient exprimé autrement leur mécontentement à propos des résolutions de décembre 1908. C'est maintenant, précisément, après le plénum, qu'ils auraient renoncé à ces ricanements malséants, dignes seulement des cadets²⁹, devant on ne sait quelles « décisions » « clandestines ». Ils auraient entrepris d'analyser sérieusement ces décisions et de les amender, conformément à leurs conceptions, conformément à leur point de vue sur l'expérience des années 1907-1910. Voilà qui serait un travail utile à l'unification réelle du parti, au regroupement sur une seule ligne des activités social-démocrates. En se refusant à cela, ceux du *Goloss* appliquent en réalité le programme des liquidateurs. Mais quel est donc le programme des liquidateurs à cet égard ? Il consiste à ignorer les décisions d'un parti clandestin, d'un parti condamné à mort, etc.... à opposer aux décisions de ce parti le « travail » informe de francs-tireurs qui se disent social-démocrates et qui figurent, mêlés à des libéraux, des populistes et des sans-titre, dans diverses feuilles légales, dans diverses sociétés légales, etc. Point n'est besoin de résolutions, d'« analyses du moment », de définition de nos plus proches objectifs de combat, et de notre attitude à l'égard des partis bourgeois, - tout cela (à la suite de Milioukov !), nous le désignons sous le nom de « dictature des cercles fermés clandestins » (sans remarquer que par notre absence de forme, notre manque d'organisation, notre dispersion, nous transmettons en fait la « dictature » aux cercles libéraux !).

Oui, il est bien certain que les liquidateurs ne peuvent rien exiger d'autre des gens du *Goloss* qu'une grimace de mépris devant les résolutions du parti et un dédain complet.

Analyser sérieusement le point de vue qui estime que la résolution du Comité central relative à la situation dans le parti en 1909-1910 est « moins que tout » liée à l'héritage de Londres, c'est chose impossible, car l'absurdité de ce point de vue saute aux yeux. On se moque du parti en disant : nous sommes prêts à prendre en considération « tout le passé de la social-démocratie », mais non point le passé directement lié au présent, et pas davantage ce présent ! En d'autres termes - nous sommes prêts à prendre en considération ce qui ne conditionne pas notre comportement actuel. Nous sommes prêts (en 1910) à prendre en considération « tout le passé » de la social-démocratie moins le passé au cours duquel ont été prises les décisions sur le parti des cadets des années 1907-1908-1909, sur les partis du Travail des années 1907-1908-1909, sur les objectifs de la lutte des années 1907-1908-1909. Nous sommes prêts à tout prendre en considération, sauf ce qu'il faut prendre en considération, pour être à l'heure actuelle un membre authentique du parti, pour faire un travail pro-parti, pour appliquer une tactique qui soit dans la ligne du parti, pour orienter dans l'esprit du parti l'activité social-démocrate de l'époque de la III^e Douma.

À la grande honte du Bund, il faut dire que, dans son organe, il a publié - article du camarade Ionov (p.22) - le même genre de moqueries liquidatrices à propos de l'héritage de Londres. « Dites-moi un peu, écrit Ionov, quel rapport peuvent bien avoir les résolutions du Congrès de Londres avec la situation présente et avec les questions actuellement à l'ordre du jour ? J'ose espérer que le camarade Lénine lui-même et tous ses co-équipiers l'ignorent également. »

Bien vrai, qui suis-je pour savoir une chose aussi savante ! Comment saurais-je que, du printemps 1907 au printemps 1910, il ne s'est produit aucun changement essentiel dans les groupes fondamentaux des partis bourgeois (Cent-Noirs, octobristes, cadets, populistes) ni dans leur composition de classe, ni dans leur politique, ni dans leurs rapports avec le prolétariat et la révolution ? Comment saurais-je que les petites variations de détail, qui peuvent et doivent être remarquées en ce domaine, ont été indiquées dans les résolutions de décembre 1908 ? Comment saurais-je tout cela ?

Sans doute, pour Ionov, tout cela est sans rapport avec le moment présent et avec les questions à l'ordre du jour. Pour lui, c'est chose superflue que de chercher on ne sait quelle définition pro-parti de la tactique à l'égard des partis non prolétariens. Pourquoi se compliquer l'existence ? N'est-il pas plus simple de traiter de « police renforcée », etc., la tentative qui est faite pour élaborer une définition pro-parti de la tactique prolétarienne ? N'est-il pas plus simple de convertir les social-démocrates en francs-tireurs, *en force sauvage* qui, « librement », sans le concours d'aucune « police renforcée » résoudra les questions à l'ordre du jour - aujourd'hui avec les libéraux dans la revue *Nos déchets*³⁰, demain, avec les « sans-tête » au congrès des parasites de la littérature³¹, après-demain dans une coopérative avec les adeptes de Possé³². Seulement... seulement, chère bête à bon Dieu, en quoi tout cela différerait-il de ce que réclament les légalistes liquidateurs ? Absolument en rien !

Les social-démocrates pro-parti, qui sont insatisfaits des décisions de Londres ou des résolutions de décembre 1908, et qui désirent travailler dans le parti, dans l'esprit du parti, vont faire dans la presse du parti la critique de ces résolutions, vont proposer des amendements, persuader les camarades, se battre pour obtenir la majorité au sein du Parti. Nous pouvons ne

²⁷ Sobriquet donné par Lénine aux « sans titres », groupe mi-libéral, mi-menchévique dirigé par Prokopovitch et formé lors du déclin de la révolution de 1905-1907.

²⁸ *Socialistes-populistes* : membres du Parti Socialiste Populiste du Travail, scission de droite des socialistes-révolutionnaires (1906), reflétant les aspirations des koulaks. Ils s'opposèrent à la révolution d'octobre 1917.

²⁹ Cadets : membres du parti bourgeois libéral Constitutionnel-Démocrate (K.D.)

³⁰ Ainsi Lénine surnommait-il la revue *Nacha Zaria* (Notre aurore), liquidatrice....

³¹ Allusion au II^e congrès de Russie des écrivains et journalistes (Péttersbourg, mai 1910). À la première injonction policière, le congrès avait retiré de l'ordre du jour une résolution sur la lutte pour la liberté de la presse....

³² V. Possé : journaliste partisan de la constitution de coopératives ouvrières indépendantes de la social-démocratie.

pas être d'accord avec ces gens, il n'en reste pas moins que leur attitude sera pro-parti, qu'ils ne contribueront pas à accroître le désordre, comme le font Ionov, le Goloss et Cie.

Considérez, par exemple, Monsieur Potressov.

Ce « social-démocrate », qui étale devant le public son indépendance vis-à-vis du parti social-démocrate, s'exclame dans le n°2 de *Nacha Zaria*, p.59 : « Qu'elles sont nombreuses les questions, qui, faute d'être résolues, empêchent d'avancer d'un seul pas, empêchent le marxisme russe de devenir un courant idéologique qui concentrerait véritablement en lui toute la force et l'énergie » (ne pourriez-vous pas freiner un peu votre rhétorique, mon cher indépendant ?) « de la conscience révolutionnaire de l'époque ! Comment s'effectue le développement économique de la Russie, quel transfert de forces opère-t-il derrière l'écran de la réaction, que se passe-t-il à la ville et à la campagne, quels changements apporte ce développement à la physionomie sociale de la classe ouvrière de Russie, etc., etc. ? Où sont les réponses ou les tentatives de réponse à ces questions, où est l'école économique du marxisme russe ? Et qu'est-il advenu du travail politique de la pensée dont vivait, il fut un temps, le menchévisme ? Qu'est-il advenu de ses tentatives d'organisation, de son analyse du passé, de son appréciation du présent ? »

Si cet indépendant n'avait pas lancé en l'air des phrases ampoulées, s'il avait effectivement réfléchi à ce qu'il disait, il se serait rendu compte d'une chose très simple. S'il est vraiment impossible à un marxiste révolutionnaire d'avancer d'un seul pas sans avoir résolu ces problèmes (et c'est vrai), alors leur solution - pas au sens d'un résultat scientifique, d'une recherche scientifique, mais simplement dans le sens suivant : déterminer les pas qu'il faut accomplir, comment les accomplir - alors leur solution incombe *au parti social-démocrate*. Car, parler de « marxisme révolutionnaire » *en dehors* du parti social-démocrate n'est que le bavardage mondain d'un phraseur légaliste qui désire faire savoir à l'occasion que « nous aussi », nous sommes des quasi-social-démocrates. Le parti social-démocrate a fait une *tentative de réponse* aux questions indiquées et cela *précisément dans les résolutions* de décembre 1908.

Les indépendants ont mis au point leur numéro de manière assez rusée : dans la presse légale, ils se frappent la poitrine et demandent : « Où sont les tentatives de réponse faites par les marxistes révolutionnaires ? » Les indépendants savent qu'il n'est pas possible de leur répondre dans la presse légale. Dans la presse illégale, cependant, les amis de ces indépendants (les gens du Goloss) évitent, avec dédain, de répondre à des questions « qui, faute d'être résolues, empêchent d'avancer d'un seul pas ». On a ainsi obtenu ce que souhaitaient les indépendants (c'est-à-dire les renégats du socialisme) du monde entier, à savoir : une phraséologie sonore, une indépendance de fait vis-à-vis du socialisme et du parti social-démocrate.

6. Le groupe des indépendants-légalistes

Essayons maintenant d'élucider ce qui s'est passé après le plénum. Sur ce point, Trotsky et Ionov s'accordent à donner la simple réponse suivante : « Pas plus dans les conditions externes de la vie politique que dans les relations au sein de notre parti, déclare la résolution de Vienne, *il ne s'est produit, après le plénum, aucun changement réel* susceptible de gêner le travail de construction du parti »... Récidive fractionniste, séquelle inévitable des rapports entre fractions, voilà tout.

Ionov donne la même explication, mais avec des noms.

« Le plénum a pris fin. Ses participants se sont dispersés... Les dirigeants des anciennes fractions se sont retrouvés en liberté, se sont affranchis de toutes les influences et pressions extérieures. En outre, ils voyaient arriver des renforts non négligeables. Pour certains, ce fut en la personne du camarade Plékhanov qui, ces derniers temps, demandait avec insistance que la loi martiale fût proclamée dans le parti. Pour d'autres, ce fut en la personne de seize « anciens militants du parti, bien connus de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* » (cf. la « Lettre ouverte » du n°19-20). « Comment, dans de telles conditions, ne pas se jeter dans la mêlée ? Et c'est ainsi qu'on s'est remis, au vieux « travail » d'extermination réciproque » (*Echo du Bund*, n°4, p.22).

Les fractionnistes ont vu arriver des renforts et ç'a été de nouveau la bataille, voilà tout. Il est vrai que le renfort reçu par les bolcheviks a été celui d'un menchevik pro-parti, Plékhanov, « arrivé » pour faire la guerre aux liquidateurs, mais tout cela laisse Ionov indifférent. Il est évident que la polémique de Plékhanov avec Potressov, le camarade I³³. (qui a proposé de « tout dissoudre »), etc., n'a pas l'heur de plaire à Ionov. Il a bien le droit, sans doute, de blâmer cette polémique. Mais comment peut-il la qualifier de « proclamation de la loi martiale *dans le parti* » ? La guerre avec les *liquidateurs* signifie la proclamation de la loi martiale *dans le parti*, souvenons-nous de cette « philosophie » du camarade Ionov.

Pour les mencheviks de l'étranger, ce sont les mencheviks russes qui ont joué le rôle de renfort. Mais cette circonstance ne semble pas du tout inciter le camarade Ionov à la réflexion.

Il est facile de voir quelle conclusion pratique découle d'une « analyse du moment » comme celle de Trotsky et d'Ionov. Il ne s'est rien produit de particulier. Une simple bagarre entre fractions. Que l'on fasse appel à de nouveaux neutralisateurs, et l'affaire est dans le sac. Tout peut être expliqué du point de vue de la diplomatie de cénacle. Toutes les recettes pratiques ne sont autre chose que de la diplomatie de cénacle. On a ceux qui « se jettent dans la mêlée », on a ceux qui souhaitent « concilier » : exclure ici tout rappel des « fondements », introduire quelqu'un dans l'« institution », faire ailleurs des « concessions » aux légalistes sur les modes de convocation de la conférence... Ô la vieille mais toujours neuve histoire des coteries de l'étranger !

Notre point de vue sur ce qui s'est passé après le plénum est différent.

En obtenant des résolutions unanimes, en écartant *toutes* les accusations chicanes, le plénum a mis les liquidateurs au pied du mur de façon définitive. Plus possible de se dissimuler derrière quelque intrigue. Plus possible de parler d'obstination et de la « répression mécanique » (autres versions : police renforcée, proclamation de la loi martiale, état de siège, etc.). S'écarter du parti n'est plus possible que par liquidationnisme (de même que les gens de « *Vpériod* » ne peuvent plus s'en écarter que par otzovisme et par philosophie antimarxiste).

Acculés au mur, les liquidateurs ont montré leur vrai « visage ». Leur centre russe - peu importe qu'il soit formel ou non, qu'il soit semi-légal (Mikhaïl et Cie) ou totalement légal (Potressov et Cie) - a *répondu par un refus* quand on l'a appelé à réintégrer le parti. Les liquidateurs-légalistes russes ont définitivement rompu avec le parti en se rassemblant dans le groupe des *socialistes indépendants* (indépendant du socialisme et dépendant du libéralisme, sans aucun doute). La réponse formulée par Mikhaïl et Cie, d'une part, les interventions de *Nacha Zaria* et de *Vozrojdénie*, d'autre part, indiquent plus précisément un rassemblement des coteries antiparti de « social-démocrates » (plus exactement : prétendument social-démocrates) dans un groupe de *socialistes indépendants*. C'est pourquoi les tentatives « conciliatrices » de Trotsky et d'Ionov sont *maintenant* ridicules et pitoyables. Seule une incompréhension complète de ce qui se passe peut expliquer ces efforts, qui sont maintenant inoffensifs, car il n'y a rien derrière eux, sauf les diplomates de cénacle à l'étranger, sauf des gens qui ne savent ni ne comprennent rien dans quelque coin perdu.

Les conciliateurs à la Trotsky-Ionov ont commis l'erreur de considérer les conditions particulières qui ont permis l'épanouissement au plénum de la diplomatie conciliatrice, comme les conditions générales régissant la vie actuelle du parti. Ils ont commis l'erreur de croire que la diplomatie qui a joué son rôle au plénum, *grâce* à l'existence de conditions ayant suscité de *profonds* courants en faveur de la conciliation (c'est-à-dire en faveur de l'unification du parti) dans chacune des deux fractions principales, ils ont commis l'erreur de croire que cette diplomatie constituait un but en soi, un instrument durable dans le jeu qui se jouait entre « des personnes des groupes et des institutions déterminés ».

Au plénum, il y avait effectivement place pour la diplomatie, car l'unification des bolcheviks du parti et des mencheviks pro-parti était indispensable; or sans concessions, sans compromis, elle était impossible. Quand il s'est agi de déterminer l'étendue des concessions, d'« honnêtes courtiers » ont forcément pris place au premier rang, forcément, car pour les mencheviks pro-parti et les bolcheviks du parti la question de l'étendue des concessions était secondaire, tant que la base de principe de toute l'unification restait en vigueur. Parvenus au premier rang au plénum, ayant reçu la possibilité de jouer le rôle de « neutralisateurs », d'« arbitres », pour éliminer les querelles et satisfaire les « revendications », dirigées contre le Centre bolchévique, les « conciliateurs » à la Trotsky-Ionov se sont imaginés qu'il leur serait toujours possible de jouer ce rôle tant qu'existeraient « des personnes, des groupes et des institutions déterminés ». Egarement comique ! Les courtiers sont

³³ B. Gorev-Goldman (menchevik-liquidateur).

nécessaires lorsqu'on a besoin de fixer l'étendue des concessions indispensables pour que l'unanimité se fasse. On doit spécifier l'étendue des concessions lorsqu'il existe notoirement une base de principe commune pour l'unification. La question de savoir qui entrerait dans cette union lorsque toutes ces concessions seraient faites, était alors en suspens, car il fallait, en principe, supposer que tous les social-démocrates souhaiteraient entrer au parti, tous les mencheviks souhaiteraient appliquer loyalement une résolution antiliquidatrice et tous les partisans de « *Vpériod* », une résolution antiotzoviste.

Mais, maintenant, les courtiers ne sont plus nécessaires, ils n'ont plus leur raison d'être, puisque la question de l'étendue des concessions ne se pose plus. Elle ne se pose plus car il n'est plus question de faire quelque concession que ce soit. Toutes les concessions (parfois même excessives) ont été faites au plénum. Actuellement, il s'agit exclusivement de savoir sur quelle position de principe reposera la lutte contre le courant liquidateur, et non point, d'ailleurs, contre les liquidateurs en général, mais spécialement contre le groupe des liquidateurs indépendants, contre le groupe de Mikhaïl et Cie, contre le groupe de Potressov et Cie. Si Trotsky et Ionov s'avisent maintenant de « réconcilier » le parti avec ces personnes, ces groupes et ces institutions, ils seront alors pour nous, les bolcheviks du parti, et pour tous les mencheviks pro-parti des traîtres vis-à-vis du parti, et rien de plus.

Si les diplomates conciliateurs étaient « puissants » plénum, c'est uniquement parce que les bolcheviks du parti et les mencheviks pro-parti voulaient la paix, et parce qu'ils n'attribuaient à la question des conditions de cette paix qu'une importance secondaire par rapport à celle de la tactique antiliquidatrice et antiotzoviste du parti. En ce qui me concerne, par exemple, j'ai trouvé les concessions excessives et j'ai livré bataille à propos de leur étendue (c'est ce à quoi fait allusion le *Goloss* dans son n°19-20 et ce dont parle directement Ionov). J'étais prêt, pourtant, à admettre des concessions excessives et je serais toujours prêt à le faire, tant que la *ligne* du parti ne s'en trouve pas compromise, tant que ces concessions n'aboutissent pas à la négation de cette ligne, tant que ces concessions peuvent servir à rallier au parti les adeptes de l'otzovisme et du liquidationnisme. Mais, après le regroupement et les interventions de Mikhaïl et Cie, de Potressov et Cie contre le parti et contre le plénum, je me refuse à toute négociation et à toute concession, car le parti est maintenant obligé de rompre avec ces indépendants, est obligé de lutter résolument contre eux, parce qu'ils ont pleinement et définitivement embrassé le liquidationnisme. Et il m'est possible de m'exprimer avec assurance, non seulement pour mon propre compte, mais aussi pour celui de tous les bolcheviks du parti. Les mencheviks pro-parti se sont exprimés en ce sens avec une clarté suffisante, par la voix de Plékhanov et d'autres. Aussi, en présence d'une telle situation dans le parti, les diplomates « conciliateurs » à la Trotsky-Ionov doivent ou bien renoncer à leur diplomatie ou bien abandonner le parti pour rejoindre les indépendants.

Pour se convaincre du regroupement définitif des légalistes en socialistes indépendants, il suffit de jeter un coup d'oeil d'ensemble sur les événements qui ont suivi le plénum, il suffit de juger ces événements dans ce qu'ils ont d'essentiel, et non du point de vue mesquin et fragmentaire de l'histoire des « conflits », à laquelle Ionov a le tort de se limiter.

1. Mikhaïl I, Roman et Iouri considèrent comme nocives, à la fois les résolutions prises par le Comité central (du plénum) et l'existence de ce dernier. Deux mois environ se sont écoulés depuis que ce fait a été publié, et il n'a toujours pas été démenti. Il est donc clair qu'il est exact³⁴.
2. Seize mencheviks russes, parmi lesquels deux, au moins, des membres du trio mentionné ci-dessus et un certain nombre de publicistes menchéviques très en vue (Tchévévanine, Koltsov, etc.), interviennent dans le *Goloss*, avec l'approbation de la rédaction, pour justifier l'abandon du parti par les mencheviks, interviennent avec un manifeste purement liquidateur.
3. Le journal menchévique légal *Nacha Zaria* reproduit l'article-programme de M. Potressov dans lequel il est dit nettement qu'« il n'existe pas de parti envisagé comme une hiérarchie complète et organisée d'institutions (n°2, p.61), qu'on ne saurait liquider « ce qui, en fait, n'existe déjà plus en tant qu'ensemble organisé » (ibidem). Au nombre des collaborateurs de ce journal, on trouve Tchévévanine, Koltsov, Martynov, Avgoustovski, Maslov et Martov - ce même L. Martov, qui peut simultanément occuper une place dans la « hiérarchie organisée d'institutions » d'un parti légal, en possession d'un centre, comme tout « ensemble organisé », et figurer par ailleurs dans un groupe légal qui, avec la gracieuse permission de Stolypine déclare que ce parti illégal n'existe pas.
4. Dans le journal populaire menchévique *Vozrojdénie* (n°5, 30 mars 1910), qui possède la même équipe de collaborateurs, un article non signé, c'est-à-dire émanant de la rédaction, comble d'éloges l'article précédemment mentionné de M. Potressov dans *Nacha Zaria*, et ajoute, après avoir reproduit le même extrait que j'ai cité plus haut : « Il n'y a rien à liquider; et nous ajouterons » (nous, c'est-à-dire la rédaction de *Vozrojdénie*), « que le rêve de restauration de cette hiérarchie, sous son ancienne forme clandestine, est une chose tout simplement nocive, une utopie réactionnaire qui atteste une perte du sens politique chez les représentants du parti, il fut un temps, le plus réaliste » (p.51).

Celui qui considère tous ces faits comme dus au hasard, refuse de toute évidence de voir la vérité en face. Celui qui veut expliquer tous ces faits par une « récurrence du fractionnisme » se berce de paroles. Que viennent faire ici le fractionnisme et la lutte fractionnelle ? Le groupe de Mikhaïl et Cie, le groupe de Potressov et Cie ne s'en sont-ils écartés depuis longtemps ? Non, pour celui qui ne veut pas fermer exprès les yeux, aucun doute n'est ici possible. Le plénum a écarté tous les obstacles (réels ou imaginaires) qui s'opposaient au retour au parti des légalistes pro-parti, il a écarté tous les obstacles qui s'opposaient à la construction d'un parti illégal tenant compte des conditions nouvelles et des formes nouvelles d'utilisation des possibilités légales. Quatre mencheviks membres du Comité central, ainsi que deux rédacteurs du *Goloss*, ont reconnu que

³⁴ Le n° 21 du *Goloss Sotsial-Démokrata* vient de paraître. A la page 16, Martov et Dan confirment l'authenticité du fait, en parlant du « refus de trois camarades (??) d'entrer au Comité central ». Comme de juste, ils dissimulent sous d'énormes injures à l'adresse de « Tyszk-Lénine », le fait que le groupe de Mikhaïl et Cie s'est définitivement transformé en un groupe d'indépendants. (*Note de l'auteur*).

tous les empêchements au travail de parti commun avaient été écartés. Le groupe des légalistes russes a *donné sa réponse au plénum*. Cette réponse est *négative* : nous nous refusons à travailler à la restauration et à la consolidation d'un parti illégal, car c'est une utopie réactionnaire.

Cette réponse est un fait politique majeur dans l'histoire du mouvement social-démocrate. Le groupe des *socialistes-indépendants* (vis-à-vis du socialisme) s'est définitivement regroupé et a définitivement rompu avec le parti social-démocrate. Dans quelle mesure ce groupe est-il doté d'une forme définie, se compose-t-il d'une organisation unique ou d'une série de cercles distincts liés entre eux d'une manière très *lase* (libre, lâche), c'est là ce que nous ne savons pas pour l'instant et qui d'ailleurs n'a pas d'importance. Ce qui est important, c'est que les tendances à la constitution de groupes indépendants du parti - tendances qui existaient depuis longtemps chez les mencheviks - ont donné naissance à une configuration politique nouvelle. Et désormais tous les social-démocrates russes qui ne veulent pas se leurrer, devront considérer comme un fait acquis l'existence de ce groupe d'indépendants.

Pour rendre claire la signification de ce fait, rappelons avant tout l'exemple des « socialistes indépendants » de France, qui, dans un Etat bourgeois évolué, affranchi des sujétions du passé, conduisirent jusqu'à leur fin extrême les tendances de cette orientation politique. Millerand, Viviani, Briand appartenaient au parti socialiste, mais, à maintes reprises, ils avaient agi indépendamment de ses décisions, en dépit de ces décisions, et, lorsque Millerand entra dans le ministère bourgeois sous prétexte de sauvegarder la république et de protéger les intérêts du socialisme, ce fut la rupture avec le parti. La bourgeoisie récompensa ceux qui trahissaient le socialisme en leur conférant des fonctions ministérielles. Le trio des renégats français continuait de se désigner, eux et leur groupe, sous nom de socialistes indépendants et persistent à justifier leur comportement par les intérêts de la classe ouvrière et de la réforme sociale.

Assurément, notre société bourgeoise ne peut récompenser aussi promptement nos indépendants : les conditions dans lesquelles ils commencent à opérer sont incomparablement moins évoluées, il leur faut se contenter de louanges et du secours que leur fournit la bourgeoisie libérale (qui soutient depuis longtemps les aspirations mencheviques à l'« indépendance »). Néanmoins, dans un cas comme dans l'autre, la tendance fondamentale est la même : l'indépendance vis-à-vis du parti socialiste est motivée par les intérêts du mouvement ouvrier : « la lutte pour la légalité » (slogan emprunté à Dan et repris avec zèle dans le périodique renégat *Vozrojdénie*, n° 5, p.7) est érigée au rang de mot d'ordre de la classe ouvrière; on assiste à la constitution de groupements d'intellectuels bourgeois (parlementaires en France, publicistes chez nous) qui agissent en conjonction avec les libéraux; on répudie la soumission au parti; ce dernier est déclaré insuffisamment « réaliste » par Millerand et Cie... par le *Vozrojdénie* et le Goloss; on dit du parti qu'il est une « dictature de cercles fermés clandestins » (*Goloss*), qu'il se transforme en association étroitement révolutionnaire, nuisible à un large progrès (Millerand et Cie).

Considérez aussi, pour éclaircir les positions de nos indépendants, l'histoire de la formation de notre « parti socialiste-populiste russe ». Cette histoire aidera à faire comprendre le fond de l'affaire à ceux qui ne voient pas la parenté de nos indépendants avec Millerand et Cie, en raison de la différence énorme qui sépare les conditions externes de leur « travail ». Que nos socialistes-populistes représentent l'aile légale et modérée de la démocratie petite-bourgeoise, c'est un fait universellement connu, et, parmi les marxistes, personne, semble-t-il, n'en a jamais douté. Au congrès des socialistes-révolutionnaires de la fin de 1905, les socialistes-populistes sont intervenus comme des liquidateurs du programme, de la tactique et de l'organisation du parti révolutionnaire des démocrates petits-bourgeois; ils ont, en étroite cohésion avec les socialistes-révolutionnaires, écrit dans les journaux pendant les journées de liberté, en automne 1905 et au printemps 1906. Puis, à l'automne 1906, ils ont acquis une existence légale et se sont constitués en parti indépendant, ce qui ne les a point empêché, par instants, de fusionner presque entièrement avec les socialistes-révolutionnaires durant les élections à la IIe Douma et au sein de cette dernière.

A l'automne 1906, j'eus l'occasion de parler des socialistes-populistes dans le *Prolétari* et je les ai appelés alors « mencheviks socialistes-révolutionnaires³⁵ ». Trois ans et demi se sont écoulés depuis, et Potressov et Cie ont su montrer aux mencheviks pro-parti que j'avais raison. On doit pourtant reconnaître que même M. Péchékhonov et Cie ont agi d'une manière plus politiquement honnête que M. Potressov et son groupe, lorsque, après une série d'actes politiques indépendants du parti socialiste-révolutionnaire ils se sont constitués ouvertement en un parti politique distinct, indépendant des socialistes-révolutionnaires. Assurément, cette « honnêteté » était conditionnée, entre autres choses, par un rapport de forces : Péchékhonov considérait que le parti socialiste-révolutionnaire était impuissant et estimait que son union non formelle avec ce parti était *désavantageuse* pour lui; Potressov, lui, estime que l'« azéfisme³⁶ » politique est *avantageux*, et il continue à se proclamer social-démocrate, tout en étant, en fait, indépendant du parti social-démocrate.

M. Potressov et Cie estiment qu'il est actuellement plus avantageux de se dissimuler sous un nom étranger, de se servir furtivement du prestige du P.O.S.D.R., tout en le minant à l'intérieur, tout en agissant non seulement indépendamment de lui, mais en fait contre lui. Il se peut que le groupe de nos indépendants s'efforce de se parer des plumes d'autrui le plus longtemps possible; il est possible que si un coup dur était porté au parti, si l'organisation illégale venait à subir quelque fiasco, ou si une conjoncture particulièrement séduisante se présentait comme, par exemple, la possibilité d'entrer à la Douma indépendamment du parti, se peut qu'alors les indépendants lèvent leur masque; nous ne pouvons prévoir toutes les phases par lesquelles passera leur charlatanisme politique.

Pourtant, il y a une chose que nous savons de manière sûre et certaine : c'est que l'activité cachée des indépendants est une chose nocive et funeste au parti de la classe ouvrière, au P.O.S.D.R., et que nous devons coûte que coûte la démasquer,

³⁵ Voir V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 11, pp.197-207.

³⁶ *Trahison à la Azev* : trahison politique tirant son nom de celui d'un des dirigeants socialistes-révolutionnaires.

que nous devons montrer les indépendants sous leur vrai jour et faire savoir qu'ils ont rompu tout lien avec le parti. Le plénum a accompli un immense pas en avant sur cette voie; aussi étonnante que la chose puisse paraître au premier abord, c'est justement l'accord (hypocrite ou inconscient) de Martov et de Martynov, ce sont justement les concessions maximum, excessives même, qui leur ont été faites, qui ont contribué à crever l'abcès du liquidationsme, l'abcès de l'« indépendantisme » qui s'était formé re parti. Il n'est aucun social-démocrate de bonne foi, aucun membre du parti, quelle que soit la fraction avec laquelle il sympathise, qui puisse actuellement nier que le groupe de Mikhāïl et Cie, que le groupe de Potressov et Cie, soient des *indépendants*, qu'ils ne reconnaissent pas en fait le parti, qu'ils ne veulent pas de lui, qu'ils travaillent contre lui.

La rapidité ou la lenteur avec laquelle s'accomplira ce processus de scission des indépendants et leur constitution en un parti distinct, relèvent, bien sûr, de nombreux facteurs et circonstances dont il est impossible de tenir compte. Les socialistes-populistes possédaient leur propre groupe dès avant la révolution, et la dissociation de ce groupe, qui s'était temporairement et incomplètement rapproché des socialistes-révolutionnaires, avait été chose particulièrement aisée. Nos indépendants ont encore leurs traditions personnelles, des liens qui les unissent au parti et qui freinent le processus de scission; cependant, ces traditions vont en s'affaiblissant, et, par surcroît, la révolution et la contre-révolution poussent en avant des hommes nouveaux, libres de traditions révolutionnaires et du parti. Au contraire, l'atmosphère environnante, saturée de l'esprit des *Viékhî*, pousse à l'« indépendantisme », sur un rythme accéléré, une intelligentsia dépourvue de caractère. La « vieille » génération des révolutionnaires quitte la scène; Stolypine traque par tous les moyens les représentants de cette génération, dont la plupart ont dévoilé tous leurs pseudonymes et toute leur conspiration au moment des journées de liberté, au moment de la révolution. La prison, l'exil, le bagne, l'émigration accroissent sans cesse le nombre de ceux qui sortent du rang, tandis que la nouvelle génération progresse lentement. Chez les intellectuels, surtout chez ceux qui se sont « casés » dans telle ou telle activité légale, on voit se développer un scepticisme total envers le parti illégal, un refus de gâcher des forces dans un travail particulièrement difficile et particulièrement ingrat dans les temps actuels. « Les amis se reconnaissent dans l'infortune », et la classe ouvrière qui traverse de dures années d'une poussée exercée à la fois par les forces anciennes et nouvelles de la contre-révolution, verra infailliblement se détacher d'elle un nombre considérable d'intellectuels « amis d'un jour », amis du temps de fête, amis du temps de la révolution seulement, - amis qui furent des révolutionnaires à l'époque de la révolution, mais qui se laissent aller au découragement en période de déclin et sont prêts à déclarer la « lutte pour la légalité » dès les premiers succès de la contre-révolution.

Dans un certain nombre de pays européens, les forces contre-révolutionnaires ont réussi à éliminer complètement les débris des organisations révolutionnaires et socialistes du prolétariat après 1848, par exemple. L'intellectuel bourgeois qui, dans sa jeunesse, s'était rapproché de la social-démocratie, est enclin à renoncer à tout, en vertu de sa psychologie philistine : ce qui fut sera; défendre l'ancienne organisation illégale est une entreprise désespérée; à plus forte raison en constituer une nouvelle; d'une manière générale, nous avons « exagéré » les forces du prolétariat dans la révolution bourgeoise, nous avons eu le tort d'attribuer au rôle du prolétariat une valeur « universelle ». Toutes ces élucubrations du *Mouvement social* renégat incitent directement ou indirectement à renier le parti illégal. Une fois sur la pente, l'indépendant ne voit pas qu'il glisse de plus en plus bas, ne voit pas qu'il fait équipe avec Stolypine : Stolypine démantèle le parti illégal en mettant jeu la force physique, la police, la potence et le bagne; les libéraux font exactement la même chose en propageant ouvertement les idées des *Viékhî*; les indépendants parmi les social-démocrates y contribuent indirectement en criant à sa « nécrose », en refusant de lui venir en aide, en justifiant ceux qui l'abandonnent (cf. la lettre des seize, dans le n°19-20 du *Goloss*). Une descente par palier.

Nous ne nous dissimulons pas que la lutte pour le parti deviendra pour nous d'autant plus dure que se prolongera davantage la période de contre-révolution. Que les membres du parti ne minimisent pas le danger, qu'ils le regardent bien en face, c'est ce que montre, par exemple, l'article du camarade K. dans le n°13 de l'Organe central. Néanmoins, la reconnaissance formelle et directe de la faiblesse du parti, du déclin des organisations et de la difficulté de la situation ne suscite pas chez le camarade K. - pas plus, d'ailleurs, que chez aucun des pro-parti -, la moindre hésitation sur la question de savoir si le parti présente quelque utilité, s'il y a lieu de travailler à sa reconstruction. Plus notre situation devient difficile, plus s'accroît le nombre de nos ennemis - avant-hier s'y sont joints les adeptes de *Viékhî*, hier ce fut le tour des socialistes-populistes, aujourd'hui, c'est celui des social-démocrates indépendants -, plus les social-démocrates resserreront les rangs, sans distinction de nuances, afin d'assurer la défense du parti. Beaucoup de social-démocrates que pouvait diviser la question de savoir comment mener à l'assaut les masses animées par l'esprit révolutionnaire et la foi dans la social-démocratie ne pourront pas ne pas se rallier sur la question de savoir s'il y a obligatoirement lieu de lutter pour le maintien et le renforcement du parti ouvrier social-démocrate illégal créé au cours des années 1895-1910.

En ce qui concerne le *Goloss* et ses adeptes, on peut dire qu'ils ont remarquablement confirmé ce qu'avait exprimé, à leur endroit, la résolution de la rédaction élargie du *Prolétari*, l'an dernier au mois de juin. « Dans le camp menchévique du parti - déclare cette résolution (cf. le Supplément au n°46 du *Prolétari*, p.6) -, l'organe officiel de la fraction, le *Goloss Sotsial-Démokrata*, étant entièrement aux mains des mencheviks-liquidateurs, une minorité de la fraction, ayant fait jusqu'au bout l'expérience de la voie de la liquidation, commence à protester contre cette voie et cherche à replacer son activité sur un terrain de parti³⁷ ... » Pour aller jusqu'au « terme » de la voie liquidatrice, la distance était plus grande que nous ne le pensions alors, mais depuis, les faits ont démontré la justesse de l'idée fondamentale contenue dans la citation ci-dessus. En particulier, la formule « accaparé par les liquidateurs » s'est trouvée confirmée en ce qui concerne le *Goloss Sotsial-Démokrata*. Il s'agit, bien précisément, de prisonniers des liquidateurs, qui n'osent ni défendre ouvertement ce courant ni s'insurger directement contre lui, même les résolutions qu'ils ont adoptées à l'unanimité au plénum ne sont pas celles d'individus libres, mais celles de prisonniers, qui ont reçu de leurs « gardiens » une permission pour un temps très court, et qui ont retrouvé leur servitude dès le lendemain du plénum. N'étant pas en situation de défendre la tendance liquidatrice, ils ont insisté, de toutes

³⁷ Voir V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 15, p.479. (N.R.)

leurs forces, sur tous les obstacles possibles (tous imaginaires) qui n'étaient pas liés aux questions de principe, mais qui les empêchaient de renier le liquidationnisme. Et lorsque tous ces « obstacles » eurent été écartés, lorsqu'on eut satisfait tous leurs desiderata accessoires, d'ordre personnel, organisationnel, financier ou autre, ils ont « voté », contre leur volonté, pour l'abandon du courant liquidateur. Les pauvres ! Ils ignoraient que, pendant ce temps, le manifeste des seize était déjà en route pour Paris, ils ne savaient pas que le groupe de Mikhaïl et Cie, le groupe de Potressov et Cie, avaient renforcé leur défense du liquidationnisme. Alors, docilement, à la suite des seize, de Mikhaïl, de Potressov, ils se sont de nouveau tournés vers le liquidationnisme !

Le crime majeur de ces « conciliateurs » veules, dans le genre d'Ionov et de Trotsky, qui défendent ou justifient ces gens, consiste dans ce fait qu'ils causent leur perdition, en accentuant leur dépendance envers le liquidationnisme. Alors qu'une intervention catégorique de tous les social-démocrates non fractionnistes contre Mikhaïl et Cie, contre Potressov et Cie (voilà des groupes, assurément, que ni Trotsky ni Ionov n'osent défendre), alors qu'une telle intervention aurait pu avoir pour effet de ramener au parti tel ou tel des adeptes du *Goloss* prisonniers du liquidationnisme, les minauderies et les simagrées des « conciliateurs », loin de réconcilier le parti avec les liquidateurs, ne font que donner aux adeptes du *Goloss* des « espérances insensées ».

Il n'est d'ailleurs pas douteux que ces simagrées et ces minauderies puissent également être expliquées, dans une grande mesure, par une simple inintelligence de la situation. Seule cette incompréhension peut inciter le camarade Ionov à se borner à la question de l'insertion ou de la non-insertion de l'article de Martov, peut inciter les adeptes viennois de Trotsky à ramener la question à celles des « conflits » existant à l'Organe central. L'article de Martov (« Sur la bonne voie »... qui mène au liquidationnisme) aussi bien que les conflits à l'intérieur de l'Organe central ne sont que des épisodes particuliers qu'il est impossible de comprendre si on les détache du tout auquel ils appartiennent. C'est ainsi que l'article de Martov nous a clairement montré, à nous qui avons étudié, une année durant, toutes les nuances du courant liquidateur et du golossisme, que *Martov a changé d'orientation* (ou qu'il a été poussé à le faire). *Il est impossible* que ce seul et même Martov ait signé la « Lettre » du Comité central relative à la conférence et qu'il ait également écrit l'article : « Sur la bonne voie ». En détachant l'article de Martov de la succession des événements, en le détachant de la « Lettre » au Comité central qui l'avait précédé, du n°19-20 du *Goloss* qui l'a suivi, du manifeste des seize, des articles de Dan (« La lutte pour la légalité »), de Potressov et du *Vozrojdénie*, en isolant aussi de cet ensemble d'événements les « conflits » survenus au Comité central, Trotsky et Ionov se privent de la possibilité de comprendre ce qui se passe³⁸. Et, inversement, tout devient parfaitement compréhensible dès l'instant où l'on a centré son attention sur *ce qui réside à la base de tout*, à savoir : le regroupement définitif des indépendants russes et leur rupture définitive avec l'« utopie réactionnaire » qu'est la reconstitution et la consolidation du parti illégal.

³⁸ Considérez encore, à titre d'exemple, la « théorie de l'égalité en droits » des isolés légaux du parti illégal. N'est-il pas évident après les interventions de Mikhaïl et Cie, de Potressov et Cie, que le sens et la signification de cette théorie, c'est la reconnaissance du groupe des indépendants-légalistes et la subordination du parti à ce groupe ? (*Note de l'auteur*)

7. Le menchévisme pro-parti et son analyse

La dernière question que nous devons examiner pour élucider la « crise d'unification » que traverse notre parti a trait à ce que l'on appelle le menchévisme pro-parti et à la façon dont il convient d'analyser la signification de ce menchévisme.

Les conceptions des non-fractionnistes - ou mieux, qui souhaitent qu'on les considère comme tels - Ionov et Trotsky (n°12 de la *Pravda* et résolution de Vienne) sont extrêmement caractéristiques sous ce rapport. Trotsky veut ignorer obstinément le menchévisme pro-parti - comme l'indiquait déjà le n°13 de l'Organe central -, tandis qu'Ionov trahit la pensée « intime » de son compagnon d'idées en déclarant que la signification des interventions du « camarade Plékhanov » (Ionov veut ignorer les autres mencheviks pro-parti) « se ramène à « étayer » la lutte fractionnelle des bolcheviks, à une propagande en faveur de la « proclamation de la loi martiale dans le parti ».

Le caractère erroné de cette position de Trotsky et d'Ionov aurait dû leur sauter aux yeux, ne serait-ce que parce qu'elle est démentie par les faits. D'après le n°13 de l'Organe central, dans sept, au moins, des groupes étrangers qui collaborent avec le parti (à Paris, Genève, Berne, Zürich, Liège, Nice et San Remo), on a vu s'insurger contre le *Goloss* des plékhanovistes, ou, plus exactement, des mencheviks pro-parti, qui réclamaient la suspension de ce périodique, en montrant le caractère liquidateur de la position idéologique adoptée par lui dans son n°19-20. Une évolution analogue est en train de se produire, quoique d'une manière peut-être moins apparente, parmi les militants de Russie. Garder le silence sur ces faits est chose ridicule. Essayer, malgré leur existence, de présenter la lutte de Plékhanov contre les tenants du *Goloss* comme une lutte « fractionnelle » de publicistes, signifie - *objectivement* - qu'on embrasse, contre le parti, la cause du groupe des indépendants-légalistes.

La thèse, nettement erronée et indéfendable, qu'ont adoptée les « conciliateurs » en question, aurait dû leur ouvrir les yeux sur la fausseté de leur point de départ, selon lequel la signification politique de l'unification au plénum aurait consisté dans l'accord avec « des personnes, des groupes et des institutions déterminés ». Il ne faut pas se laisser tromper par les formes externes des événements du parti et de leurs particularités, il faut savoir apprécier la signification idéologique et politique de ce qui se passe. A en juger par les apparences, un accord a été conclu avec les quidams du *Goloss*. En fait, la condition essentielle de cet accord était l'adoption, par les adeptes du *Goloss*, de la position de Plékhanov : c'est ce qui ressort clairement de l'analyse, faite plus haut, de la résolution relative à la situation dans le parti³⁹. A en juger par les apparences, ce sont les adeptes du *Goloss* justement qui se sont trouvés être les représentants du menchévisme dans le parti, si l'on en juge, par exemple, par la composition de l'Organe central. En fait, l'Organe central a commencé à se transformer après le plénum en un organe où « collaboraient » bolcheviks du parti et plékhanovistes, face à l'opposition complète des gens du *Goloss*. Il en résulta un zigzag dans le développement de l'unification du parti : au début, on obtint comme une sorte de mixture conciliatrice, sans définition bien déterminée de la base idéologique de l'unification; mais par la suite, la logique des tendances politiques parvint à prendre le dessus, et la décantation des indépendants se trouva accélérée par l'octroi aux hommes du *Goloss* de concessions maximum lors du plénum.

Lorsque j'ai entendu au plénum et lu dans le *Goloss* (n°19-20, p.18) les attaques délirantes portées contre le mot d'ordre : « accord des fractions fortes pour lutter contre les liquidateurs de droite et de gauche » (ce mot d'ordre est donné par le *Goloss* entre guillemets, mais, pour on ne sait quelle raison, il n'est pas dit ouvertement que je l'ai défendu avant le plénum et au plénum), je me suis alors dit en moi-même : « abwarten ! », « wait and see » (qui vivra verra !). Patience, messieurs du *Goloss*, car vous voulez régler les comptes « en l'absence du patron » : il ne s'agit pas du fait que le plénum a donné à tous la possibilité de participer à l'accord, et non pas exclusivement aux fractions « fortes », à celles qui sont fortes par leur position idéologique et politique. Il s'agit de savoir si vos « patrons », c'est-à-dire les groupes d'indépendants-légalistes, permettront de transformer cette possibilité en réalité.

Quelques mois se sont écoulés et seuls des aveugles peuvent ne pas voir maintenant qu'en fait c'est justement l'« accord des fractions fortes » qui mène au parti unifié, qui le pousse de l'avant « à travers tous les obstacles ». Il doit en être ainsi, il ne peut qu'en être ainsi étant donné le rapport réel des forces dans le parti. Il ne fait aucun doute que dans un avenir immédiat ou bien toutes les institutions dirigeantes du parti seront formellement reconstruites de façon à traduire cet accord, ou bien la vie du parti et son unification se feront momentanément en dehors de ses institutions dirigeantes.

Certes, qualifier de « fraction forte » les mencheviks pro-parti peut sembler étrange au premier abord, car au moment actuel ce sont les gens du *Goloss* qui sont sans doute les plus forts, tout au moins à l'étranger. Mais nous autres, social-démocrates, nous ne jugeons pas de la force sur la façon dont s'expriment les groupes de l'étranger, dont se regroupent les écrivains menchéviques, nous en jugeons sur la position adoptée, selon que nous la voyons objectivement juste ou condamnée par la logique de la situation politique être subordonnée aux « indépendants ». Dans les années 1898-1900, les gens du *Rabotchéï é Diélo*⁴⁰ étaient plus forts que ceux de l'*Iskra*⁴¹ aussi bien à l'étranger qu'en Russie, et, cependant, ils ne constituaient pas une « fraction forte ».

Maintenant, alors que les adeptes du *Goloss* ont mobilisé toutes leurs forces contre Plékhanov et ont rassemblé, contre lui, toutes leurs auges remplies d'ordures - y compris M. Potressov et les souvenirs de l'« offense » faite à Martov au cours des années 1901-1903 (sic !) -, maintenant leur impuissance devient particulièrement évidente. Axelrod et Cie avaient déjà pris un

³⁹ Sur les quatre mencheviks membres du Comité central qui étaient présents au plénum, deux ont tenté l'impossible pour faire en sorte que les adeptes du *Goloss*, après avoir bénéficié des concessions maximum, adoptent, en fait, la position de Plékhanov. Cela ne signifie pas que ces deux mencheviks fussent des pro-parti convaincus, qu'ils fussent assurés de ne point revenir à la tendance du *Goloss*. Cela signifie que le menchévisme en était pris à un moment où il ne lui était pas encore possible d'abandonner l'attitude pro-parti. (Note de l'auteur)

⁴⁰ *Rabotchéï é Diélo* (La cause ouvrière) : revue socialiste « économiste » proche des révisionnistes allemands.

⁴¹ *Iskra* (l'Étincelle) : premier journal marxiste de Russie, fondé par Lénine en 1900. Passe aux mains des menchéviques en 1903.

retard politique impossible à rattraper, quand ils éditerent en avril, à l'étranger, leur recueil d'injures contre Plékhanov, alors qu'en Russie, la *Nacha Zaria* de février et le *Vozroïjénie* de mars avaient posé le problème sur un tout autre plan, alors que Plékhanov, dans le n°13 de l'Organe central, était déjà passé de l'histoire de ses heurts avec les gens du *Goloss* à la lutte contre leur politique actuelle. Ces derniers se démènent de façon tout aussi impuissante, en évoquant de vieilles « offenses » (remontant jusqu'à 1901 !), que les gens du « *Vpériod* », qui continuent à en appeler aux bonnes âmes pour qu'on les protège du Centre bolchévique.

Et voyez comme nos « offensés » se trahissent de plus en plus en se démenant comme des possédés, en 1910, à la seule pensée d'un accord « Lénine-Plékhanov » (selon leur terminologie !), comme le faisait, il y a un an, Maximov, pour la même raison. Tout comme Maximov, les adeptes du *Goloss* s'efforcent de présenter la chose comme s'il s'agissait presque d'un accord personnel « entre Lénine et Plékhanov », les actes de ce dernier étant interprétés comme un « caprice insensé » (p.16 du *Complément indispensable*), comme une, « transformation de Saul en Paul », un « papillonnage », etc., etc. Martov rappelant les « cinq années d'activités » (ibid.) de Plékhanov dans le rôle de menchevik se met en quatre pour le compromettre (après coup) en raison de ce papillonnage, sans se rendre compte qu'en agissant ainsi, c'est lui-même qu'il couvre principalement de boue.

Dans ce même *Complément indispensable*, la rédaction collective du *Goloss* nous assure (p.32) que Plékhanov eut de la « grandeur » précisément au cours des cinq années en question (1904-1908). Considérez ce qui en résulte. Les mencheviks reconnaissent de la « grandeur » à Plékhanov, non pas pour les 20 années de son activité (comprises entre 1883 et 1903), époque où il était fidèle à lui-même, où il n'était ni un menchevik ni un bolchevik, mais seulement le fondateur de la social-démocratie; ils lui reconnaissent de la « grandeur » justement durant les cinq années, où, de l'aveu des mencheviks eux-mêmes, il « papillonnait », c'est-à-dire qu'il ne s'en tenait pas rigoureusement à la ligne menchévique. Il en résulte donc que sa « grandeur » a consisté dans le fait qu'il ne s'est pas enlisé entièrement dans le marais du menchévisme.

Or, précisément, ces cinq années d'histoire menchévique qu'Axelrod et Martov ont rappelées à leur propre détriment, contiennent une série de faits qui permettent d'expliquer la scission des mencheviks par des causes qui n'ont rien à voir avec les mesquines considérations personnelles sur lesquelles insiste Martov.

Plékhanov coopte Axelrod et Martov en 1903, déclarant, dans son article intitulé « Ce qu'il ne faut pas faire », paru dans le n°52 de l'*Iskra*, qu'il désire *manœuvrer* avec les opportunistes et les *corriger* au moyen de ces *manœuvres*. Ce faisant, il en arrive à attaquer les bolcheviks de la manière la plus violente. Fin 1904, il essaie de tirer d'affaire Axelrod qui, de toute évidence, a glissé vers le libéralisme (« Plan de campagne des zemstvos »), mais il s'y prend de telle manière qu'il ne dit pas un mot de perles aussi splendides que celle qui consiste à avoir, dans les manifestations qui se sont déroulées devant les membres des zemstvos des « démonstrations d'un type supérieur » (dans la brochure intitulée « Lettre au Comité central », publiée à l'usage exclusif des membres du parti). Au printemps 1905, Plékhanov comprend qu'il n'y a rien à espérer des « *manœuvres* » en question et quitte les mencheviks; il fonde alors ses *Cahiers*, prône l'alliance avec les bolcheviks. Le n°3 des *Cahiers* (novembre 1905) n'a plus rien de menchévique.

Après avoir perdu un an et demi environ à *manœuvrer* avec les opportunistes à l'intérieur du parti (de la fin 1903 au printemps 1905), Plékhanov, au début de 1906 et dans le courant de l'année 1907, entreprend de *manœuvrer* avec les cadets. Ce faisant, il en arrive à des extrémités opportunistes qui dépassent de beaucoup celles des autres mencheviks. Mais lorsque lui qui avait prôné les « *manœuvres* » l'époque de la 1^{re} Douma, après sa dissolution propose dans le n°6 des *Cahiers* un accord des partis révolutionnaires en vue de lutter pour une Assemblée constituante, alors le *Prolétari* (n°2, 29 août 1906, article intitulé « Une tactique hésitante ») remarque immédiatement qu'il s'agit d'une position qui n'a absolument rien de menchévique⁴².

S'il faut en croire le récit de Tchérévanine cité déjà par moi dans la préface du recueil *En douze ans*, Plékhanov combattait au Congrès de Londres du printemps 1907, contre l'anarchisme sur le plan de l'organisation des mencheviks⁴³. Il lui faut un « congrès ouvrier » en tant que *manœuvre* pour le développement du parti, et non contre le parti. Dans la seconde moitié de l'année 1907, nous dit Martov dans le *Complément indispensable*, Plékhanov « se voit dans l'obligation de verser des flots d'éloquence » pour admettre la nécessité d'un organe illégal (c'est-à-dire pro-parti) des mencheviks, contre l'opinion d'Axelrod (qui, visiblement, avait une préférence pour les organes légaux, c'est-à-dire en fait, non pro-parti). En 1908, le conflit à propos de l'article de Potressov sert de prétexte à Plékhanov pour rompre avec les liquidateurs.

Que veulent dire tous ces faits ? Ils veulent dire que la scission actuelle des mencheviks n'est pas accidentelle mais bien inévitable. Les « *manœuvres* » ne sauraient absoudre celui qui a commis des fautes en leur nom et je ne retire rien de ce que j'ai écrit à propos des erreurs de Plékhanov. Mais ces « *manœuvres* » expliquent pourquoi certains mencheviks peuvent facilement rejoindre les indépendants, alors que, pour d'autres, c'est difficile ou même impossible. Le social-démocrate qui, par ses *manœuvres* entraîne dans le sillage des cadets la classe ouvrière, lui cause un non moindre préjudice que celui qui agit ainsi en vertu d'un penchant immanent pour l'opportunisme. Seulement, le premier saura, pourra, aura le temps de s'arrêter, alors que le second tombera dans le précipice. Un proverbe russe dit : forcez tel homme à prier Dieu et il se brisera le front. Plékhanov aurait pu dire : forcez Potressov et Dan à tourner à droite par *manœuvre*, et ils le feront par principe.

Ce à quoi se sont arrêtés certains mencheviks justifie pleinement leur appellation de « mencheviks pro-parti ». Ils se sont arrêtés à la lutte pour le parti, c'est-à-dire contre les indépendants-légalistes. Voilà la question simple et claire que M. Potressov et la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* s'efforcent en vain d'éluder dans le *Complément indispensable*.

⁴² Voir V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 11, pp.179-183.

⁴³ *Ibid.*, t. 13, pp.95-115. (N.R.)

Engels lui aussi a lutté contre la S.D.F.⁴⁴ (les social-démocrates anglais), essaie d'expliquer Potressov (p.24). Pur sophisme, cher ami. Engels ~~aurait~~ au redressement du parti⁴⁵; mais, vous, vous n'indiquez pas comment réaliser ce redressement, vous ne dites même pas franchement si, à l'heure actuelle, le parti social-démocrate illégal a sa raison d'être, si le P.O.S.D.R. est utile ou non. Devant Stolypine, vous dites que *non* (*Nacha Zaria*); devant les membres du parti, dans la presse illégale, vous *n'osez pas* vous exprimer de la sorte, vous louvoyez et vous tournicotez.

« Lénine-Plékhanov préconisent la guerre contre les nouvelles formes du mouvement ouvrier » (p.31); « nous *prenons comme point de départ* la situation, les conditions et les requêtes du mouvement authentiquement ouvrier » (p.32), assure la rédaction. Pur sophisme, cher ami. Vous avez vous-mêmes reconnu que le plénum a *tout* fait pour reconnaître ces formes nouvelles, et les bolcheviks eux-mêmes en *ont donné la preuve* par la lutte qu'ils ont menée *avant* le plénum. Ce qui cause notre désaccord, ce n'est pas la question de savoir si des « formes nouvelles » sont nécessaires, s'il y a lieu de faire un travail légal, s'il convient, de fonder des sociétés légales, non, ce n'est absolument pas pour cela que nous ne sommes pas d'accord. Nous sommes en désaccord sur la question de savoir si on peut permettre aux légalistes qui accomplissent pareil travail, le groupe Mikhāïl et Cie, le groupe de Potressov et Cie, par exemple, de se considérer comme des social-démocrates, *en étant indépendants du parti des social-démocrates*, ou si, au contraire, les pro-parti social-démocrates sont *obligés* de reconnaître le parti, de prôner sa nécessité, de travailler en son sein, de contribuer à son organisation, de fonder des cellules illégales partout et dans toutes les associations pour établir des relations régulières avec le parti, etc. Vous comprenez parfaitement que nous divergeons *actuellement - après le plénum -*, à cause de cela *uniquement*.

Cet effort que nous accomplissons afin de nous rapprocher des mencheviks pro-parti, afin de nous mettre d'accord pour lutter ensemble en faveur du parti et contre les indépendants, les adeptes du *Goloss* tentent de le présenter comme une alliance personnelle « Lénine-Plékhanov ». Ils abreuvent d'injures l'auteur de l'article contre Potressov, publié dans le n°47-48 du *Prolétari*, en raison de son ton de « courtisan flatteur », « qui spéculer sur l'accord » avec Plékhanov.

Je prends cet article et je lis, page 7 :

« Il est certain que toutes les erreurs qu'a commises Plékhanov au moment de la révolution découlent justement du fait qu'il ne s'est pas tenu à la ligne qu'il avait lui-même suivie dans la vieille Iskra. »

Que les lecteurs jugent et ce qui est le plus proche de « flatterie », et de la « spéculation » : est-ce l'indication nette de ce que les mencheviks considèrent comme une faute de Plékhanov ou est-ce le fait de parler de la « grandeur » de Plékhanov à propos justement du moment où il était un menchevik et où il « papillonnait », selon l'expression des mencheviks eux-mêmes.

« Plékhanov sera à nos côtés », écrit la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*, quand « on verra revenir le temps des actions politiques *responsables* » (les italiques appartiennent au *Goloss*) (p.32 du *Complément indispensable*).

C'est là de l'analphabétisme politique, mais pour ce qui est de la « spéculation », c'est assez clair. C'est de l'analphabétisme, parce que l'époque *actuelle* comporte justement, pour les anciens chefs, *cent fois plus de responsabilités* politiques que l'époque de lutte ouverte, où la masse trouve bien plus facilement elle-même sa voie. C'est clair pour ce qui est de la spéculation, parce qu'on est prêt à reconnaître en Plékhanov un menchevik, dès qu'il aura recommencé à « *manœuvrer* ».

Nous nous étonnons de ce que les gens du *Goloss* ne comprennent pas la signification que prennent de semblables sorties de leur part mises en regard, par exemple, de la phrase suivante d'Axelrod : « Nous n'avons pas voulu nous abaisser » (devant Plékhanov) « au rôle de larbins obséquieux » (p.19). Or justement, vous vous comportez comme cette *espèce de gens* à laquelle cette phrase fait allusion. Votre attitude envers Plékhanov correspond précisément à la « formule » de ces gens : « fais ami-ami, ou gare à ta mâchoire ».

Cinq années durant, vous avez demandé qu'on fasse « ami-ami »; maintenant, sur 32 pages grand format, vous frappez « à la mâchoire », annonçant à la page 32 vos « bonnes dispositions » : nous sommes prêts à le considérer de nouveau comme menchevik, et faire « ami-ami ».

En ce qui nous concerne, nous sommes en droit de déclarer qu'à l'époque où il « papillonnait », Plékhanov ne fut jamais un bolchevik. Nous ne pensons pas qu'il soit un bolchevik et jamais nous ne le considérerons comme tel. Par contre, nous le considérons comme un menchevik *pro-parti*, de même que n'importe quel menchevik capable de s'insurger contre le groupe des indépendants-légalistes et de lutter contre lui jusqu'au bout. Dans les temps difficiles que nous vivons, alors que l'ordre du jour prescrit la lutte pour le marxisme sur le terrain théorique et la lutte pour le parti sur le terrain pratique du mouvement ouvrier, nous pensons qu'il est du devoir de tous les bolcheviks de faire leur possible pour se rapprocher de semblables social-démocrates.

⁴⁴ Social-Democratic Federation. (N.R.)

⁴⁵ Cf. F. Engels : « *Le 4 mai à Londres* » ainsi que ses lettres à F.-A. Sorge du 29/11/1886 et 11/05/1889. La S.D.F. regroupait réformistes (Hyndman...) et marxistes. Engels reprochait à la direction de la S.D.F. d'être coupée de la masse du mouvement ouvrier anglais et d'ignorer ses spécificités.

8. Conclusion. La plate-forme des bolchéviks.

La conférence du parti prévue par le plénum ne peut pas et ne doit pas se borner à l'ordre du jour élaboré par le plénum pour le cas où tous les mencheviks adopteraient une position pro-parti. Ce résultat n'a pas été atteint et il ne nous sied point de jouer à cache-cache avec soi-même.

Le mot d'ordre qui doit présider aux élections à cette conférence, à sa convocation et à sa préparation doit être celui de la *cohésion des pro-parti* dans la lutte contre le groupe des indépendants-légalistes. Conformément à cette tâche et compte tenu de la position antiparti des gens du *Goloss*, nous devons opérer une reconstruction radicale de tous les organismes directeurs du parti, afin qu'ils s'occupent non plus des chicaneries que suscite ou suscitera désormais à leur intention chaque partisan du *Goloss*, mais qu'ils se consacrent au *travail réel de construction du parti*. Les gens du *Goloss* ne veulent pas participer à cette œuvre, ce qu'ils veulent, c'est aider secrètement le groupe des indépendants-légalistes.

Telle doit être la plate-forme des bolcheviks pour cette conférence. Construire le parti conformément aux résolutions de décembre (1908), conformément à leur esprit. Poursuivre l'œuvre du plénum, après avoir apporté à ses résolutions les amendements dont nous avons parlé plus haut et qu'impose le cours des événements, d'après le plénum. Concentrer tous les efforts sur l'utilisation systématique, opiniâtre et totale de toutes les ressources légales possibles, afin de rassembler les forces du prolétariat, afin de l'aider à se grouper et à serrer ses rangs, à s'instruire pour le combat et à déployer ses ailes; avec la même opiniâtreté, restaurer, en apprenant à les adapter aux conditions nouvelles, les cellules illégales, les organisations illégales purement pro-parti et, au tout premier chef, les organisations purement prolétariennes, qui, seules, sont capables d'orienter tout le travail dans les organisations légales, de le pénétrer de l'esprit révolutionnaire social-démocrate, de mener une lutte impitoyable contre les renégats et les indépendants-légalistes, de préparer le moment où notre parti, notre P.O.S.D.R. ayant conservé toutes les traditions de la révolution et des grandes victoires prolétariennes de 1905, ayant renforcé et agrandi l'armée prolétarienne du parti, conduira cette armée vers de nouveaux combats et vers de nouvelles victoires.

Pierre Broué :

III. Le Parti Bolchévique (extraits)

La révolution de 1905 et la réunification.

La révolution éclate effectivement en 1905, précipitant dans l'action politique au grand jour des centaines de milliers d'ouvriers. La manifestation pacifique des ouvriers de Saint-Petersbourg, le 5 janvier, avec icônes et banderoles, est accueillie à coups de fusil : il y a des centaines de morts et des milliers de blessés. Mais ce « dimanche rouge » reste une date : le prolétariat apparaît désormais à tous compris à ses propres yeux, comme une force avec laquelle il faut compter. Dans les mois suivants, l'agitation économique puis politique, va entraîner dans des grèves de tout type des centaines de milliers d'ouvriers jusque-là résignés ou simplement passifs. Après les mutineries dans l'armée et la flotte - la célèbre odyssée du *Potemkine* -, elle culmine dans une grève générale au mois d'octobre. Face au danger, le tsar s'efforce de briser le front uni des forces sociales qui l'affrontent : son Manifeste satisfait les revendications politiques essentielles de la bourgeoisie, qui se rallie aussitôt et abandonne ses inquiétants alliés de la veille. Les ouvriers de Moscou se battent seuls du 7 au 17 décembre, mais ils sont impuissants face à une armée bien reprise en mains; le pavsant sous l'uniforme accomplit sans faiblir la tâche répressive que lui assigne l'autocratie. Le mouvement révolutionnaire sera liquidé en quelques mois, secteur après secteur, et les organisations ouvrières durement frappées. La défaite est pourtant riche d'enseignements, car le déroulement des événements a posé tous les problèmes que les socialistes doivent résoudre, en premier lieu celui du parti.

En fait, les bolcheviks ne se sont que lentement adaptés aux conditions révolutionnaires nouvelles : les conspirateurs ne savent pas, du jour au lendemain, se faire orateurs et rassembleurs de foules. Ils sont notamment surpris par l'apparition des premiers conseils ouvriers, les *soviets*, élus dans les usines, puis les quartiers, qui s'étendent au cours de l'été à toutes les grandes villes et y dirigeront le mouvement révolutionnaire. Ils ne comprennent que tardivement le rôle qu'ils peuvent y jouer, l'intérêt qu'ils présentent pour y accroître leur influence et y lutter pour la direction des masses. Les mencheviks, au contraire, se laissent plus facilement emporter par un courant dans lequel ils se fondent. Le seul social-démocrate de premier plan qui jouera un rôle dans cette première révolution soviétique est le jeune Bronstein, dit Trotsky, coopté autrefois, sur insistance de Lénine, au comité de rédaction de *l'Iskra*, mais qui, au II^e Congrès, s'est rangé au côté des mencheviks et a vivement critiqué les conceptions « jacobines » à propos de ce qu'il appelle « la dictature sur le prolétariat⁴⁶ ». En désaccord avec les mencheviks de l'émigration, il devient, grâce à son influence sur le groupe menchevique de Pétersbourg et ses immenses qualités personnelles, vice-président, puis président du soviet de la capitale sous le nom de Ianovski : son action pendant la révolution et son attitude devant les juges qui le condamnent valent un prestige immense. Les bolcheviks de Pétersbourg, que dirige Krassine, font pâle figure à ses côtés.

L'organisation bolchévique se transforme rapidement pendant cette période : l'appareil clandestin demeure, certes, mais la propagande se développe et les adhésions se multiplient. La structure se modifie : les élections de responsables apparaissent. Les nouveaux, d'ailleurs, comprennent mal l'importance des désaccords passés. De nombreux comités bolchéviques et mencheviques fusionnent, sans attendre une décision centrale, que chacun réclame. Fin décembre 1905, une conférence bolchévique se tient à Tammerfors, en Finlande. Les délégués - au nombre desquels figure, sous le nom d'Ivanovitch, le futur Staline - décident, contre Lénine, de boycotter les élections promises par le gouvernement tsariste. Grèves et insurrection sont à l'ordre du jour, et c'est dans le même esprit qu'ils adoptent le principe de la réunification dont, quelques jours plus tard, Lénine et Martov jettent les bases. Martov accepte d'inclure dans les statuts la formule rédigée au II^e Congrès par Lénine et qui fut à l'origine de la scission. Les organisations locales des deux fractions élisent des délégués au congrès d'unification sur la base de deux plates-formes, avec représentation proportionnelle au nombre des voix obtenues par chacune.

La fraction bolchévique dans le parti unifié.

Au moment où le congrès d'unification se réunit à Stockholm, en avril 1906, le reflux a partout commencé en Russie. Les dirigeants du soviet de Saint-Petersbourg sont en prison, l'insurrection des ouvriers de Moscou vient d'être réprimée. De nouvelles divergences apparaissent sur l'analyse du passé comme sur les tâches présentes. Les bolcheviks veulent boycotter les élections à la III^e douma. Nombre de mencheviks pensent, avec Plékhanov, qu'il ne fallait pas prendre les armes » et veulent orienter le parti vers l'action parlementaire. Ni les uns ni les autres ne pensent pourtant à revenir en arrière et à perpétuer la scission. Lénine, selon le témoignage de Kroupskaïa, pense que les mencheviks vont, très vite, admettre leurs erreurs : il escomptait, selon elle, qu'« un nouvel essor de la révolution les entraînerait et les réconcilierait avec la politique bolchévique ». Aussi est-ce bien la réunification qui est décidée : 62 délégués mencheviques, représentant 34 000 militants, 46 bolchéviques, en représentant 14 000, décident la reconstitution du parti, dans lequel ils admettent le Bund et les partis social-démocrates letton et polonais. Le comité central élu comprend deux Polonais, un Letton, sept mencheviks et trois bolcheviks, Krassine, Rykov et Desnitski. Vingt-six « délégués de l'ancienne fraction bolchévique », dont Lénine, déclarent que, malgré leurs divergences avec la majorité du congrès, ils sont hostiles à toute scission et continueront à défendre leurs positions afin de les faire triompher dans le parti. La fraction bolchévique sera bientôt dirigée par un « centre », clandestin par rapport au parti. Elle aura une tribune avec *Proletari* (Le Prolétaire), l'organe du comité de Saint-Petersbourg, que dirige un militant de vingt-cinq ans, Radomylski, dit Zinoviev.

Dans les mois qui suivent, ses progrès sont rapides à l'intérieur du parti. Le désaveu par certains mencheviks de l'action insurrectionnelle de 1905, le déclin des soviets, qui laisse de nombreux cadres ouvriers libres de se consacrer à un travail de

⁴⁶ L. Trotsky : *Nos tâches politiques* (1905)

parti, l'acharnement enfin des bolcheviks et la cohésion de leur organisation de fraction, parviennent à renverser le rapport de forces. Le congrès de Londres, réuni en mai 1907, est élu par 77 000 militants du parti russe; il comprend, outre 44 délégués du Bund, 26 Lettons, 45 Polonais, 175 délégués russes divisés en 90 bolcheviks et 85 mencheviks. Avec l'appui des social-démocrates lettons et polonais, les bolcheviks s'assurent la majorité contre la coalition des mencheviks et des bundistes. Parmi les bolcheviks élus au comité central figurent Lénine, Noguine, Krassine, Bogdanov, Rykov et Zinoviev. Le congrès introduit dans ses statuts le principe du « centralisme démocratique » : les décisions prises après une large discussion sont applicables strictement, et la minorité doit toujours se soumettre aux décisions de la majorité. Comme garantie de la liberté des décisions et du contrôle démocratique du centre, on décide la tenue d'un congrès annuel et de conférences trimestrielles rassemblant chaque fois des délégués élus pour la circonstance. Malgré sa victoire, Lénine, qui prévoit des « temps difficiles », où il faudra « la force de la volonté, l'endurance et la fermeté d'un parti révolutionnaire trempé pour savoir résister au doute, la faiblesse, à l'indifférence, au désir d'abandonner la « lutte⁴⁷ », maintient et renforce la fraction : après le congrès, les délégués bolchéviques élisent un centre de 15 membres; celui-ci est destiné à diriger la fraction, qui n'est d'ailleurs pas, pour Lénine, l'embryon d'un parti nouveau, mais « un bloc pour faire appliquer, dans le parti ouvrier, une tactique déterminée⁴⁸ ».

La réaction.

Les événements vont bientôt donner raison au pessimisme de Lénine. Le mouvement ouvrier s'affaisse; 1905 avait vu 2 750 000 grévistes, et 1906, 1 750 000; 1907 n'en verra plus que 750 000; 1908, 174 000; 1909, 64 000; et 1910, 50 000. Au milieu de 1907, le gouvernement Stolypine décide d'abattre le mouvement socialiste. La conjoncture est favorable : les répercussions en Russie de la crise mondiale, le chômage et la misère permettent au tsarisme d'utiliser le reflux pour essayer de liquider les éléments d'organisation. La répression se déchaîne, les comités sont démantelés par les arrestations. Le moral des ouvriers s'effondre, beaucoup de militants abandonnent leur activité. De plusieurs milliers à Moscou en 1907, ils ne sont plus que 500 à la fin de 1908, 150 à la fin de 1909 : il n'y a plus d'organisation en 1910. Pour l'ensemble du pays, les effectifs passent de presque 100 000 à moins de 10 000. Dans ce qui reste du parti, d'ailleurs, les désaccords s'accroissent entre les fractions qui s'émiettent. Seule l'extrême décomposition générale empêche d'autres scissions formelles : le désir de conciliation à tout prix naît de l'impuissance et semble prévaloir dans la décrépitude de toutes les fractions.

Chez les mencheviks se développe le courant que Lénine appellera « liquidateur » : l'action clandestine paraît sans perspectives, il faut la limiter, sinon l'abandonner, rechercher avant tout l'alliance de la bourgeoisie libérale, gagner avec elle des positions parlementaires, limiter les dégâts. L'action révolutionnaire de 1905, aux yeux des liquidateurs, n'a pas été réaliste. Axelrod écrit : « L'élan de l'histoire pousse ouvriers et révolutionnaires même avec beaucoup plus de force vers le révolutionnarisme bourgeois ». Martynov dit que le parti « doit pousser en avant la démocratie bourgeoise ». Potressov affirme qu'il n'y a pas de parti et que tout est à faire. Martov dénonce comme une « utopie réactionnaire » l'idée d'un « parti-secte ». En fait, les mencheviks, dans cette situation nouvelle, en sont à reconsidérer l'objet même de leur action, parti ouvrier ou non, action clandestine ou non.

Les bolcheviks, malgré la désillusion de beaucoup et de nombreuses défections, reprennent la tâche entreprise clandestinement avant 1905. Pourtant, ils ne sont pas non plus à l'abri des divergences internes. La majorité d'entre eux voudraient encore boycotter les élections, cette fois parce que la loi électorale de Stolypine annule en fait toute représentation ouvrière équitable. Lénine juge qu'un tel mot d'ordre, dans une période d'apathie et d'indifférence ouvrière, risque d'isoler les révolutionnaires, qui doivent au contraire saisir toutes les occasions de développer publiquement leur programme. Les élections et la III^e douma elle-même doivent servir de tribune aux socialistes, qui ne se font aucune illusion sur leur caractère, mais ne doivent pas négliger cette forme de publicité. Isolé dans sa fraction, il n'hésite pas, à la conférence de Kotka, en juillet 1907, à voter, seul avec les mencheviks, contre le boycott des élections. Mais les partisans du boycott reprennent l'offensive après les élections, demandant la démission des élus socialistes. Ces partisans du « rappel », surnommés les « otzovistes », animés par Krassine et Bogdanov, sont bientôt renforcés par le groupe des « ultimatisés » du comité de Saint-Petersbourg, qui se prononcent contre toute participation à des activités légales, y compris celle des syndicats, étroitement tenus par la police. Lénine rallie finalement la majorité des bolcheviks, mais ne peut empêcher le départ des opposants qui se constituent à leur tour en fraction et publient leur propre organe, *Vpériod*, deuxième du nom.

En fait, le parti tout entier semble se décomposer en violents soubresauts. La polémique fait rage autour de l'activité des *boï éviki*, ces groupes armés qui se livrent au terrorisme, attaquent banques et caisses publiques pour financer le parti par ces « expropriations ». Bolcheviks et mencheviks se disputent âprement l'argent des commanditaires sympathisants, se battent autour d'un héritage, réclament d'une même voix l'arbitrage des dirigeants allemands. A la fin de 1908, Plékhanov condamne les liquidateurs, rompt avec le gros des mencheviks et fonde sa propre fraction dite des « mencheviks du parti », en front unique avec les bolcheviks. Le désir d'unité à tout prix est renforcé par ces scissions successives. Les mencheviks proposent la tenue d'une conférence groupant des délégués de toutes les organisations légales et illégales, de toutes les fractions, qui reconstruirait l'unité brisée. Lénine y voit une opération inspirée par les liquidateurs, mais d'autres bolcheviks, qu'on appellera « conciliateurs », Doubrovinski, Rykov, Sokolnikov Noguine, se rallient à cette politique unitaire. Trotsky, condamné et déporté, s'est évadé. A partir de 1908, il publie à Vienne la *Pravda* (Vérité), dont il organise la diffusion en Russie et dont il veut faire une nouvelle *Iskra*. Sa position est qu'il faut construire un parti ouvert à tous les socialistes, des liquidateurs aux bolcheviks. Il se proclame étranger à toutes les fractions, et, en fait, se trouve bientôt allié aux conciliateurs qui, sous le nom de « bolcheviks du parti », sont maintenant majoritaires chez les bolcheviks.

⁴⁷ Cité par Trotsky : *Staline*.

⁴⁸ Lénine : *Lettres à Gorky* – 25 février 1908.

En janvier 1910, une séance plénière du comité central, qui s'étale sur trois semaines, semble consacrer le succès de la réunification réclamée par Trotsky et ses alliés. L'alliance de tous les « conciliateurs » l'impose aux récalcitrants de toutes les fractions : les journaux bolchévique et menchevique, *Prolétaire* et la *Voix social-démocrate*, vont disparaître pour laisser la place au *Social-démocrate*, que dirigeront Lénine et Zinoviev avec Dan et Martov. Le bolchevik Kamenev est coopté au comité de la *Pravda* de Trotsky. Lénine a accepté toutes ces décisions. Il écrit à Gorki que de puissants facteurs l'y ont poussé, notamment « la situation difficile du parti », et « la maturation d'un nouveau type d'ouvriers social-démocrates dans le domaine pratique ». Il s'inquiète pourtant : au comité central se sont manifestées des tendances dangereuses, « un état d'esprit de conciliation en général, sans idée claire, sans savoir avec qui, pourquoi, comment », et, outre la « haine contre le centre bolchévique pour son implacable guerre d'idées », le « désir des mencheviks de faire du scandale⁴⁹ ».

L'accord sera de courte durée. Dès le 11 avril, Lénine écrit à Gorki : « Nous avons un bébé couvert d'abcès. [...] Ou bien nous les ferons crever, nous guérirons l'enfant et nous l'élèverons [...], ou, si cela tourne mal, l'enfant mourra ». Il ajoute, constant dans son objectif : « Dans ce cas, nous vivrons quelque temps sans enfant (c'est-à-dire : nous reconstituerons la fraction), et ensuite nous enfanterons un bébé plus sain⁵⁰ ». En août, la conférence social-démocrate de Copenhague voit se préciser un nouvel alignement des forces : bolcheviks et « mencheviks du parti » viennent de décider la publication en commun de deux journaux en Russie, la *Rabotchaï a Gazeta* (Gazette ouvrière), illégale, et la *Zvezda* (l'Étoile), légale, dont le premier numéro paraît le 16 décembre 1910 : la caution de Plékhanov est précieuse pour Lénine, qui combat les liquidateurs allié à celui qui est encore, aux yeux de beaucoup, le père de la social-démocratie russe.

La nouvelle scission : 1912.

A partir de 1910, les signes d'un réveil du mouvement ouvrier se multiplient en Russie. Les étudiants, les premiers, ont repris les manifestations. Les ouvriers, dont les conditions de vie sont devenues plus supportables avec la fin de la crise et la résorption du chômage, reprennent courage et goût à la lutte. Il y aura 100 000 grévistes en 1911, dans des grèves partielles, et 400 000 le 1^{er} mai. La fusillade de la Léna, en avril 1912 - 150 morts, 250 blessés -, marque le nouveau départ de la lutte ouvrière.

Lénine a jusque-là accepté, parfois à contrecœur, unité et conciliation. Mais la remontée ouvrière impose à ses yeux un tournant radical. En fait, tout le monde dans le parti viole les décisions du comité central de 1910 : le comité ne s'est plus jamais réuni, la *Pravda*, le *Vpériod*, la *Voix social-démocrate* paraissent toujours, tandis que, grâce au soutien du Polonais Tychko, Lénine et Zinoviev ont fait du *Social-démocrate* un organe bolchévique. Lénine pense que des événements révolutionnaires se préparent et qu'il faudra y faire face avec un parti solidement structuré. Sous la direction de Zinoviev, les bolcheviks organisent à Longjumeau une école de cadres : les militants ainsi formés pénètrent illégalement en Russie pour y resserrer les contacts et préparer une conférence nationale. Mais la police veille : successivement Rykov, puis Noguine sont arrêtés ; c'est finalement « Sergo », le Géorgien Ordjonikidzé, qui parvient à mettre sur pied en Russie un comité d'organisation, avec l'aide du clandestin Sérébriakov. Dan et Martov protestent contre ces préparatifs et quittent le comité de rédaction du *Social-démocrate*.

Le 18 janvier 1912, la conférence projetée se réunit à Prague. De l'émigration, seuls les bolcheviks et quelques mencheviks du parti y participent ; par contre, il y a plus de vingt représentants d'organisations clandestines de Russie. La conférence de Prague déclare agir au nom du parti tout entier ; elle exclut les liquidateurs et se prononce pour la création de « noyaux social-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales ». Elle élit un comité central où figurent notamment Lénine, Zinoviev, Ordjonikidzé, Sverdlov et l'ouvrier métallurgiste Malinovski. L'accord avec la *Pravda* de Trotsky est annulé. *Rabotchaï a Gazeta* devient l'organe du comité central. C'est aussitôt après que sera coopté à la direction le militant géorgien Joseph Djougashvili, qui est « Koba » après avoir été « Ivanovitch. » et avant de devenir « Staline ». Les militants de Russie, appliquant la décision de la conférence, se tournent vers les activités légales. Le parti se rallie à la proposition de Voronski d'un journal légal quotidien.

Après plusieurs mois de campagne et une souscription dans les principales usines des grandes villes, paraît, le 22 avril-5 mai 1912, le premier numéro de la *Pravda* : organe bolchévique en fait, elle comptera, pendant plus d'une année encore, Georges Plékhanov parmi ses collaborateurs. Interdite au bout de quarante jours, elle reparait sous le titre de *Rabotchaï a Pravda* pour 17 numéros ; à nouveau interdite, elle sera successivement la *Severnaia Pravda* pour 31 numéros, la *Pravda Trouda* pour 20, la *Za Pravkou* pour 51, la *Proletarskaï a Pravda* pour 16 numéros, la *Pout Pravdy* pour 91 : à cette date elle se transformera en revue, *Rabotchii, puis Troudovskaï a Pravda*, et sera supprimée définitivement le 8 juillet 1914.

Quoique les appréciations, dans ces circonstances, soient extrêmement difficiles à porter, il semble bien que les bolcheviks, qui ont conservé l'étiquette du parti, aient été les grands bénéficiaires de la scission en Russie. C'est du moins l'opinion du chef de la police tsariste, qui déclare en 1913 : « Il y a maintenant des cercles, des cellules et organisations bolchéviques dans toutes les villes. Une correspondance et des contacts permanents ont été établis avec presque tous les centres industriels. [...] Il n'est rien d'étonnant à ce que, actuellement, le rassemblement de tout le parti clandestin se fasse autour des organisations bolchéviques, et que ces dernières représentent en fait le parti ouvrier social-démocrate russe⁵¹ ».

⁴⁹ Lénine : *Lettres à Gorky* – 25 février 1908.

⁵⁰ Lénine : *Lettres à Gorky* – 25 février 1908.

⁵¹ Cité par Trotsky : *Staline*.

